

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 300**20 mars 2003****SOMMAIRE**

Agence A.A.Z. S.A., Luxembourg	14396	Investments Global S.A., Luxembourg	14369
Aleman, Cordero, Galindo & Lee (Luxembourg) S.A., Luxembourg	14386	Ital-Rest, S.à r.l., Ettelbruck	14384
Aleman, Cordero, Galindo & Lee (Luxembourg) S.A., Luxembourg	14388	Ital-Rest, S.à r.l., Ettelbruck	14384
Artod S.A., Luxembourg	14369	Kitty Music, S.à r.l., Dudelange	14369
Banque Degroof Luxembourg S.A.	14400	Kurherr Patent & Finance Holding S.A.	14397
Bessa Holding S.A., Luxembourg	14368	Lazur Investment, S.à r.l., Luxembourg	14396
Blue & Gold Productions, S.à r.l., Bettange-Mess. .	14370	Léo Photo, S.à r.l., Schmiede	14385
Blue & Gold Productions, S.à r.l., Bettange-Mess. .	14371	LibertyTV.Com S.A., Ettelbruck	14378
Bruno Color Vesque, S.à r.l., Foetz	14366	LibertyTV.Com S.A., Ettelbruck	14379
Bruno Color Vesque, S.à r.l., Foetz	14366	Libidama International S.A. Holding, Luxembourg	14397
Cedef S.A., Esch-sur-Alzette	14356	Libidama International S.A. Holding, Luxembourg	14397
Commercial and Residential Building S.A., Luxem- bourg	14374	Libidama International S.A. Holding, Luxembourg	14397
Compass Investment Company II, S.à r.l., Luxem- bourg	14390	Lux-Import, S.à r.l., Consdorf	14385
Compass Investment Company II, S.à r.l., Luxem- bourg	14393	Lux-Minerals S.A., Doncols	14381
Cosmolux International S.A., Echternach	14385	Mikek, S.à r.l., Ettelbruck	14383
Data Professionals S.A., Luxembourg	14354	Obadya Investments S.A., Luxembourg	14354
Direct Investments S.A.H., Luxembourg	14395	Obadya Investments S.A., Luxembourg	14356
Eletre, S.à r.l., Luxembourg	14367	Obadya Investments S.A., Luxembourg	14366
Energipark Réiden S.A., Beckerich	14380	Obadya Investments S.A., Luxembourg	14366
Energipark Réiden S.A., Beckerich	14381	Onar S.A., Luxembourg	14400
Epicure, S.à r.l., Noerdange	14376	Orellana, S.à r.l., Luxembourg	14373
Euro Labo S.A., Luxembourg	14396	Orellana, S.à r.l., Luxembourg	14373
Euroflex, S.à r.l., Grevenmacher	14396	Orsen S.A., Luxembourg	14372
Eusign S.A., Luxembourg	14372	Parsfin S.A., Luxembourg	14389
eFin@nce International S.A., Luxembourg	14395	PFH Lux S.A., Luxembourg	14393
Fiditalia International S.A., Luxembourg	14375	Reggio International S.A., Luxembourg	14394
Griko Finance S.A., Luxembourg	14374	Reggio International S.A., Luxembourg	14395
Heynen, G.m.b.H., Nocher	14385	Salaparuta Inc. S.A., Luxembourg	14367
Heynen, G.m.b.H., Nocher	14386	Salaparuta Inc. S.A., Luxembourg	14367
Immo 2000, S.à r.l., Sandweiler	14354	Salaparuta Inc. S.A., Luxembourg	14367
Immobinvest S.A., Luxembourg	14395	Salon Contour, S.à r.l., Echternach	14384
Inco Holding S.A., Luxembourg	14369	Seges S.A., Luxembourg	14368
Incypher S.A., Luxembourg	14354	Silene S.A., Luxembourg	14375
Incypher S.A., Luxembourg	14355	Top Level Management, S.à r.l., Wiltz	14379
International Textile Investment S.A.H., Luxem- bourg	14374	Traduction.lu, S.à r.l., Hesperange	14371
Intersum International Holding S.A., Luxembourg	14354	Traduction.lu, S.à r.l., Hesperange	14372
Into International S.A., Findel	14398	Valtro Holding S.A., Luxembourg	14373
Into International S.A., Findel	14399	Vinci S.A., Luxembourg	14368
		YOLE S.A., YOLE, Société Luxembourgeoise de Réassurances, Münsbach	14388
		YOLE S.A., YOLE, Société Luxembourgeoise de Réassurances, Münsbach	14389

DATA PROFESSIONALS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 39.303.

Le bilan de la société au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB03236 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(003688.3/655/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

IMMO 2000, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5214 Sandweiler, 14, rue du Cimetière.
R. C. Luxembourg B 73.964.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 7 février 2003, réf. DSO-AB00032, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A.

(002574.1/832/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2003.

INTERSUM INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 79.748.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 janvier 2003 que les résolutions suivantes ont été votées:

La démission du Commissaire aux Comptes, GALINA INCORPORATED, est acceptée en date du 1^{er} mai 2002.

ELPERS & CO REVISEURS D'ENTREPRISES, S.à r.l., société ayant son siège social au 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, a été élue nouveau Commissaire aux Comptes avec effet au 1^{er} mai 2002. Elle terminera le mandat du Commissaire aux Comptes démissionnaire, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2006.

Luxembourg, le 31 janvier 2003.

Dirk C. Oppelaar.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01802. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003032.4/724/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

OBADYA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 67.142.

M. Roeland P. Pels présente sa démission comme administrateur de la société et prie la société de pourvoir à la décharge de son mandat.

Le 10 février 2003.

Roeland P. Pels.

Mr Roeland P. Pels tenders his resignation as a Manager of the company and waits to receive formal discharge for his duty.

10th February 2003.

Roeland P. Pels.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01808. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003034.2/724/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

INCYPHER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R. C. Luxembourg B 37.226.

L'an deux mille trois, le vingt-trois janvier.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme INCYPHER S.A., ayant son siège social à L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl, R.C. Luxembourg section B numéro 37.226, constituée suivant acte reçu le 10 mai 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 414 du 31 octobre 1991.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick Want, comptable, demeurant à Contz-les-Bains, France.

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 101.400 (cent un mille quatre cents) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital à concurrence de EUR 500.000,- (cinq cent mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 2.535.000,- (deux millions cinq cent trente-cinq mille Euros) à 3.035.000,- (trois millions trente-cinq mille Euros), par l'émission de 20.000 (vingt mille) nouvelles actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune.

2.- Souscription et libération des actions nouvelles.

3.- Modification afférente des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 500.000,- (cinq cent mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 2.535.000,- (deux millions cinq cent trente-cinq mille Euros) à EUR 3.035.000,- (trois millions trente-cinq mille Euros), par l'émission de 20.000 (vingt mille) actions d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée, après avoir constaté que l'actionnaire minoritaire a renoncé à son droit préférentiel de souscription, décide d'admettre à la souscription des 20.000 (vingt mille) actions nouvelles, l'actionnaire majoritaire.

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite l'actionnaire majoritaire, représenté par Monsieur Patrick Want, prénommé, en vertu d'une des procurations dont mention ci-avant;

a déclaré souscrire aux 20.000 (vingt mille) actions nouvelles et les libérer intégralement en numéraire, de sorte que la société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de EUR 500.000,- EUR (cinq cent mille Euros), ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital souscrit est fixé à EUR 3.035.000,- (trois millions trente-cinq mille Euros), représenté par 121.400 (cent vingt et un mille quatre cents) actions de EUR 25,- (vingt-cinq Euros) chacune, entièrement libérées.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept mille Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Want, R. Uhl, H. Janssen, J. Elvinger

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2003, vol. 17CS, fol. 13, case 12. – Reçu 5.000 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2003.

J. Elvinger.

(004648.3/211/59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

INCYPHER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R. C. Luxembourg B 37.226.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(004650.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

OBADYA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R. C. Luxembourg B 67.142.

Mme Anne Compère présente sa démission comme administrateur de la société et prie la société de pourvoir à la décharge de son mandat.

Le 10 février 2003.

A. Compère.

Ms Anne Compère hereby tenders her resignation as a Director of the company and waits to receive formal discharge for her duty.

10th February 2003.

A. Compère.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01811. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003036.2/724/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

CEDEF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 35, rue de Belval.
R. C. Luxembourg B 78.712.

L'an deux mille trois, le vingt et un janvier.

Par-devant Nous, Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand Duché de Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CEDEF S.A., société anonyme constituée suivant acte reçu par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, du 9 novembre 2000, publié au Mémorial C numéro 358 du 16 mai 2001, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 78.712 et ayant son siège social à L-4024 Esch-sur-Alzette, 35 route de Belval (la Société).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par-devant Maître Jacques Delvaux, prédit, du 1^{er} décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 511 du 6 juillet 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Louis Schiltz, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Pol Faber, employé privé, demeurant à Bridel.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Joseph Goebel, ingénieur, demeurant à Schifflange.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

1) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1.- Modification de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le conseil d'administration a le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société, ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.»

2.- Modification (notamment suppression du capital social autorisé, de l'autorisation du conseil d'administration de réaliser toute augmentation du capital social endéans les limites du capital social autorisé et changement de référence à l'article 7 nouveau) de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 500.000 (cinq cent mille euro), représenté par 5.000 (cinq mille) actions, chacune d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euro), chacune entièrement libérée, dont 2.500 (deux mille cinq cents) actions de catégorie A et 2.500 (deux mille cinq cents) actions de catégorie B, dont les caractéristiques sont précisées à l'article 7 des statuts.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Les actions de la société sont et resteront nominatives.»

3.- Modification des articles 6 et 7 anciens des statuts - fusion de l'article 6 ancien avec l'article 7 ancien pour leur donner la teneur suivante, en un nouvel article 6 renuméroté:

«**Art. 6.** Tout actionnaire désireux de vendre tout ou partie de ses titres devra en informer le conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre de titres à céder et le prix souhaité.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du projet de cession, le conseil d'administration avertira les autres actionnaires du projet de cession et des conditions de vente.

Les actionnaires disposeront alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour notifier au conseil d'administration leur intention d'acheter, cette notification devant comprendre à peine de nullité le nombre d'actions qu'ils souhaitent acquérir à un prix déterminé par une évaluation d'expert.

Passé le délai de quinze (15) jours susvisé, le conseil d'administration se réunit pour étudier les réponses à l'offre de cession.

a) Si aucune offre d'achat au prix proposé ou à un prix à déterminer par expertise n'a été déposée, alors le conseil d'administration dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrables pour trouver un ou plusieurs tiers acquéreurs au prix proposé par le cédant. Ce dernier sera alors tenu de vendre à cet acquéreur dans les conditions de nombre et de prix de son offre initiale sous réserve toutefois que le ou les tiers choisis par le conseil d'administration se soient portés acquéreurs de la totalité des actions offertes.

b) Si un ou plusieurs actionnaires ont manifesté leur intention d'acheter au prix proposé par le cédant, alors le conseil d'administration répartit les actions entre les différents acquéreurs au prorata de leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes respectives. Au cas où un reliquat subsisterait et que certains actionnaires n'auraient pu se porter acquéreurs de la totalité des actions qu'ils souhaitent acquérir, le même principe de répartition sera appliqué entre ces actionnaires jusqu'à ce que par itérations successives la totalité des actions soit vendue ou la totalité des demandes soit satisfaite.

Il est toutefois expressément convenu que, dans le cas où la totalité des actions proposées par le cédant n'aurait pu ainsi être attribué et dans ce cas seulement, le cédant peut soit retirer la totalité de son offre, soit conserver le reliquat des actions non vendues, soit céder dans les conditions fixées à l'alinéa c) ci-après, ce reliquat aux actionnaires qui auraient manifesté leur intention d'acheter à un prix déterminé par expertise. Pour cela, le cédant informe le conseil d'administration de ses intentions dans un délai de quinze (15) jours ouvrables. Passé ce délai, le cédant sera réputé avoir d'une part accepté les offres d'achat et d'autre part retiré son offre pour le seul reliquat d'actions non vendues.

c) Si aucun actionnaire n'a manifesté le souhait d'acquérir au prix proposé par le cédant mais que un ou plusieurs d'entre eux ont demandé à ce que le prix soit déterminé par expert ou si un reliquat d'actions reste à vendre au titre de la procédure exposée en b) ci-dessus, alors le conseil d'administration devra dans un délai de dix (10) jours ouvrables mandater un réviseur d'entreprises luxembourgeois, choisi d'un commun accord entre les parties, ou à défaut d'accord, par le président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg.

Dans un délai maximum d'un mois, l'expert devra évaluer le prix de cession des actions sur base des comptes annuels de trois derniers exercices.

Dès réception de cette évaluation, le conseil d'administration informera le cédant et les actionnaires intéressés. Ceux-ci disposeront alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour maintenir leurs offres de vente et d'achat.

1) Dans le cas où le cédant renoncerait à son offre, toute nouvelle cession ou projet de cession ultérieurs devront respecter l'ensemble de la procédure du présent article.

2) Si le cédant maintient son offre, les actions seront réparties entre les actionnaires qui ont maintenu leurs offres d'achat au prorata de leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. Pour le reliquat, s'il existe, le même principe de répartition sera appliqué jusqu'à ce que par itérations successives, toutes les actions auront été vendues ou toutes les offres d'achat satisfaites.

3) Si, in fine, un reliquat d'actions subsiste ou si aucun actionnaire n'a maintenu son offre, alors que le conseil d'administration dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrables pour faire acquérir par un tiers de son choix, au prix déterminé par l'expert, les actions ainsi proposées par le cédant. Le cédant sera dans ce cas tenu de vendre, à condition toutefois que le tiers choisi par le conseil d'administration se porte acquéreur de la totalité des actions.

Dans le cas contraire, le cédant pourra, s'il le souhaite, retirer son offre du reliquat et toute nouvelle cession ou projet de cession seront alors soumis à l'ensemble de la procédure du présent article.

Passé ce délai de vingt (20) jours ou si toutes les actions n'ont pas été vendues au tiers choisi par le conseil d'administration, alors le cédant pourra vendre ses actions à tout tiers intéressé de son choix. Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge moitié du cédant moitié des acquéreurs au prorata du nombre d'actions acquises.

Si la vente ne peut avoir lieu pour tout ou partie des actions proposées, les frais et honoraires d'expertise:

- restent à charge exclusive du cédant si celui-ci a retiré son offre de vente après l'évaluation d'expert;
- restent à charge exclusive du ou des candidats cessionnaires si celui-ci ou ceux-ci ont retiré leur offre d'achat après l'évaluation d'expert et qu'ainsi aucune action n'a pu être vendue;
- sont partagés moitié par le cédant moitié par l'ensemble des candidats cessionnaires si une partie seulement des actions proposées à la vente par le cédant a été acquise, la répartition entre les candidats cessionnaires se faisant au prorata du nombre d'actions pour lesquelles ils s'étaient portés acquéreurs et ce, qu'ils les aient réellement acquises ou non.»

4.- Suppression des articles 8 et 9 anciens et renumérotation subséquente des articles suivants.

5.- Modification de l'article 7 nouveau (anciennement article 10):

«**Art. 7.** La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un nombre d'administrateurs divisible par deux, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Toutes les actions sans distinction de catégorie voteront sur les élections au conseil d'administration sous réserve toutefois que la moitié des membres du conseil devront être élus sur une liste de candidats proposés par les actionnaires de catégorie A et la moitié devra l'être sur une liste de candidats proposés par les actionnaires de catégorie B, étant entendu que le nombre des propositions doit être le double du nombre d'administrateurs à élire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, une assemblée générale doit toujours être convoquée pour procéder au remplacement conformément à la procédure ci-dessus indiquée, à l'exclusion

de tout remplacement par cooptation. Toute élection partielle ne pourra se faire que sur les propositions faites par les actionnaires de la catégorie par laquelle l'administrateur à remplacer avait été proposé, étant entendu que le nombre de propositions doit être suffisant pour assurer à l'assemblée générale un libre choix.»

6.- Insertion d'un article 8 nouveau - modification de l'article 11 ancien et fusion de l'article 8 nouveau avec une partie de l'article 11 ancien pour leur donner la teneur suivante, en le nouvel article 8 renuméroté:

«**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président. La durée de ces mandats est de deux ans, le poste de président étant en alternance confié à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires de catégorie A et ensuite B et ainsi de suite.

Lorsque le président fait partie des administrateurs nommés sur propositions des actionnaires de catégorie A, le vice-président fait automatiquement partie des administrateurs nommés sur proposition des actionnaires de catégorie B.

Les premiers président et vice-président pourront être désignés par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, le vice-président, sinon l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un collègue.

Les Administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les Administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.'

7.- Insertion d'un article 9 nouveau - modification de l'article 11 ancien et refonte en l'article 9 nouveau pour lui donner la teneur suivante - changement de référence à l'article 8 nouveau:

«**Art. 9.** Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion ne sera pas prépondérante. Le président et le vice-président nommés conformément aux dispositions de l'article 8 n'ont pas davantage de voix prépondérantes en cas de partage.»

8.- Modification de l'article 12 ancien et renumérotation subséquente en article 10 nouveau pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 10.** Les procès-verbaux de séances du conseil sont signés par les membres présents aux séances, les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou un fondé de pouvoir.»

9.- Modification de l'article 13 ancien et renumérotation subséquente en article 11 nouveau pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 11.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.»

10.- Modification de l'article 14 ancien et renumérotation subséquente en article 12 nouveau pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 12.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des Administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.»

11.- Suppression des articles 15 et 16 anciens et renumérotation subséquente des articles suivants.

12.- Modification de l'article 13 nouveau (avant renumérotation article 17 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 13.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs dont un de catégorie A et l'autre de catégorie B ou par la signature individuelle d'un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs.»

13.- Modification de l'article 14 nouveau (avant renumérotation article 18 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 14.** La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.»

14.- Suppression des articles 19, 20 et 21 anciens et renumérotation subséquente des articles suivants.

15.- Insertion d'un article 15 nouveau, à la teneur suivante:

«**Art. 15.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.»

16.- Modification de l'article 16 nouveau (avant renumérotation article 22 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Esch-sur-Alzette, le second mardi du mois de mars de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.»

17.- Suppression des articles 23, 24, 25, 26 et 27 et renumérotation subséquente des articles suivants.

18.- Insertion et formulation d'un article 17 nouveau, à la teneur suivante:

«**Art. 17.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.»

19.- Insertion et formulation d'un article 18 nouveau, à la teneur suivante:

«**Art. 18.** Chaque action donne droit à une voix.»

20.- Modification des articles 29 et 30 anciens et fusion avec l'article 19 nouveau (avant renumérotation article 28 ancien), pour leur donner la forme suivante:

«**Art. 19.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.»

21.- Insertion et formulation d'un article 20 nouveau:

«**Art. 20.** Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.»

22.- Insertion d'un article 21 nouveau (avant renumérotation article 31 ancien):

«**Art. 21.** La société pourra être dissoute à tout moment par décision d'une assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.»

23.- Insertion et modification d'un article 22 nouveau (avant renumérotation article 32 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 22.** Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.»

24.- Insertion et modification d'un article 23 nouveau (avant renumérotation article 33 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 23.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

25.- Constatation de la refonte des statuts en conséquence des modifications précédentes.

26.- Divers.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents ou représentés, les membres du bureau et le notaire instrumentaire restera annexée au présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, après avoir été signés ne varietur par les actionnaires présents, les membres du bureau et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte pour être soumis à l'enregistrement en même temps.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social de la Société sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

IV) Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le conseil d'administration a le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société, ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit est fixé à EUR 500.000 (cinq cent mille euro), représenté par 5.000 (cinq mille) actions, chacune d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euro), chacune entièrement libérée, dont 2.500 (deux mille cinq cents) actions de catégorie A et 2.500 (deux mille cinq cents) actions de catégorie B, dont les caractéristiques sont précisées à l'article 7 des statuts.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Les actions de la société sont et resteront nominatives.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 6 et 7 anciens des statuts - fusion de l'article 6 ancien avec l'article 7 ancien - pour leur donner la teneur suivante, en un nouvel article 6 renuméroté:

«**Art. 6.** Tout actionnaire désireux de vendre tout ou partie de ses titres devra en informer le conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre de titres à céder et le prix souhaité.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du projet de cession, le conseil d'administration avertira les autres actionnaires du projet de cession et des conditions de vente.

Les actionnaires disposeront alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour notifier au conseil d'administration leur intention d'acheter, cette notification devant comprendre à peine de nullité le nombre d'actions qu'ils souhaitent acquérir à un prix déterminé par une évaluation d'expert.

Passé le délai de quinze (15) jours susvisé, le conseil d'administration se réunit pour étudier les réponses à l'offre de cession.

d) Si aucune offre d'achat au prix proposé ou à un prix à déterminer par expertise n'a été déposée, alors le conseil d'administration dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrables pour trouver un ou plusieurs tiers acquéreurs au prix proposé par le cédant. Ce dernier sera alors tenu de vendre à cet acquéreur dans les conditions de nombre et de prix de son offre initiale sous réserve toutefois que le ou les tiers choisis par le conseil d'administration se soient portés acquéreurs de la totalité des actions offertes.

e) Si un ou plusieurs actionnaires ont manifesté leur intention d'acheter au prix proposé par le cédant, alors le conseil d'administration répartit les actions entre les différents acquéreurs au prorata de leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes respectives. Au cas où un reliquat subsisterait et que certains actionnaires n'auraient pu se porter acquéreurs de la totalité des actions qu'ils souhaitent acquérir, le même principe de répartition sera appliqué entre ces actionnaires jusqu'à ce que par itérations successives la totalité des actions soit vendue ou la totalité des demandes soit satisfaite.

Il est toutefois expressément convenu que, dans le cas où la totalité des actions proposées par le cédant n'aurait pu ainsi être attribué et dans ce cas seulement, le cédant peut soit retirer la totalité de son offre, soit conserver le reliquat des actions non vendues, soit céder dans les conditions fixées à l'alinéa c) ci-après, ce reliquat aux actionnaires qui auraient manifesté leur intention d'acheter à un prix déterminé par expertise. Pour cela, le cédant informe le conseil d'administration de ses intentions dans un délai de quinze (15) jours ouvrables. Passé ce délai, le cédant sera réputé avoir d'une part accepté les offres d'achat et d'autre part retiré son offre pour le seul reliquat d'actions non vendues.

f) Si aucun actionnaire n'a manifesté le souhait d'acquérir au prix proposé par le cédant mais que un ou plusieurs d'entre eux ont demandé à ce que le prix soit déterminé par expert ou si un reliquat d'actions reste à vendre au titre de la procédure exposée en b) ci-dessus, alors le conseil d'administration devra dans un délai de dix (10) jours ouvrables mandater un réviseur d'entreprises luxembourgeois, choisi d'un commun accord entre les parties, ou à défaut d'accord, par le président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg.

Dans un délai maximum d'un mois, l'expert devra évaluer le prix de cession des actions sur base des comptes annuels de trois derniers exercices.

Dès réception de cette évaluation, le conseil d'administration informera le cédant et les actionnaires intéressés. Ceux-ci disposeront alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour maintenir leurs offres de vente et d'achat.

1) Dans le cas où le cédant renoncerait à son offre, toute nouvelle cession ou projet de cession ultérieurs devront respecter l'ensemble de la procédure du présent article.

2) Si le cédant maintient son offre, les actions seront réparties entre les actionnaires qui ont maintenu leurs offres d'achat au prorata de leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. Pour le reliquat, s'il existe, le même principe de répartition sera appliqué jusqu'à ce que par itérations successives, toutes les actions auront été vendues ou toutes les offres d'achat satisfaites.

3) Si, in fine, un reliquat d'actions subsiste ou si aucun actionnaire n'a maintenu son offre, alors que le conseil d'administration dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrables pour faire acquérir par un tiers de son choix, au prix déterminé par l'expert, les actions ainsi proposées par le cédant. Le cédant sera dans ce cas tenu de vendre, à condition toutefois que le tiers choisi par le conseil d'administration se porte acquéreur de la totalité des actions.

Dans le cas contraire, le cédant pourra, s'il le souhaite, retirer son offre du reliquat et toute nouvelle cession ou projet de cession seront alors soumis à l'ensemble de la procédure du présent article.

Passé ce délai de vingt (20) jours ou si toutes les actions n'ont pas été vendues au tiers choisi par le conseil d'administration, alors le cédant pourra vendre ses actions à tout tiers intéressé de son choix. Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge moitié du cédant moitié des acquéreurs au prorata du nombre d'actions acquises.

Si la vente ne peut avoir lieu pour tout ou partie des actions proposées, les frais et honoraires d'expertise:

- restent à charge exclusive du cédant si celui-ci a retiré son offre de vente après l'évaluation d'expert;
- restent à charge exclusive du ou des candidats cessionnaires si celui-ci ou ceux-ci ont retiré leur offre d'achat après l'évaluation d'expert et qu'ainsi aucune action n'a pu être vendue;
- sont partagés moitié par le cédant moitié par l'ensemble des candidats cessionnaires si une partie seulement des actions proposées à la vente par le cédant a été acquise, la répartition entre les candidats cessionnaires se faisant au prorata du nombre d'actions pour lesquelles ils s'étaient portés acquéreurs et ce, qu'ils les aient réellement acquises ou non.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de supprimer les articles 8 et 9 anciens et décide par la suite la renumérotation subséquente des articles suivants.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 7 nouveau (anciennement article 10), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 7.** La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un nombre d'administrateurs divisible par deux, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Toutes les actions sans distinction de catégorie voteront sur les élections au conseil d'administration sous réserve toutefois que la moitié des membres du conseil devront être élus sur une liste de candidats proposés par les actionnaires de catégorie A et la moitié devra l'être sur une liste de candidats proposés par les actionnaires de catégorie B, étant entendu que le nombre des propositions doit être le double du nombre d'administrateurs à élire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, une assemblée générale doit toujours être convoquée pour procéder au remplacement conformément à la procédure ci-dessus indiquée, à l'exclusion de tout remplacement par cooptation. Toute élection partielle ne pourra se faire que sur les propositions faites par les actionnaires de la catégorie par laquelle l'administrateur à remplacer avait été proposé, étant entendu que le nombre de propositions doit être suffisant pour assurer à l'assemblée générale un libre choix.»

Sixième résolution

L'assemblée décide d'insérer un article 8 nouveau et de modifier l'article 11 ancien - fusion de l'article 8 nouveau avec une partie de l'article 11 ancien - pour leur donner la teneur suivante, en le nouvel article 8 renuméroté:

«**Art. 8.** Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président. La durée de ces mandats est de deux ans, le poste de président étant en alternance confié à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires de catégorie A et ensuite B et ainsi de suite.

Lorsque le président fait partie des administrateurs nommés sur propositions des actionnaires de catégorie A, le vice-président fait automatiquement partie des administrateurs nommés sur proposition des actionnaires de catégorie B.

Les premiers président et vice-président pourront être désignés par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, le vice-président, sinon l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un collègue.

Les Administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les Administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.»

Septième résolution

L'assemblée décide d'insérer un article 9 nouveau - modification de l'article 11 ancien et refonte en l'article 9 nouveau - pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 9.** Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion ne sera pas prépondérante. Le président et le vice-président nommés conformément aux dispositions de l'article 8 n'ont pas davantage de voix prépondérantes en cas de partage.»

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 12 ancien et décide par la suite la renumérotation subséquente en article 10 nouveau pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 10.** Les procès-verbaux de séances du conseil sont signés par les membres présents aux séances, les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou un fondé de pouvoir.»

Neuvième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 13 ancien et décide par la suite la renumérotation subséquente en article 11 nouveau pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 11.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.»

Dixième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 14 ancien et décide par la suite la renumérotation subséquente en article 12 nouveau pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 12.** Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des Administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.»

Onzième résolution

L'assemblée décide la suppression des articles 15 et 16 anciens et décide par la suite la renumérotation subséquente des articles suivants.

Douzième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 13 nouveau (avant renumérotation article 17 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 13.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs dont un de catégorie A et l'autre de catégorie B ou par la signature individuelle d'un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs.»

Treizième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 14 nouveau (avant renumérotation article 18 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 14.** La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.»

Quatorzième résolution

L'assemblée décide la suppression des articles 19, 20 et 21 anciens et décide par la suite la renumérotation subséquente des articles suivants.

Quinzième résolution

L'assemblée décide d'insérer un article 15 nouveau, à la teneur suivante:

«**Art. 15.** L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.»

Seizième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 16 nouveau (avant renumérotation article 22 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Esch-sur-Alzette, le second mardi du mois de mars de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.»

Dix-septième résolution

L'assemblée décide la suppression des articles 23, 24, 25, 26 et 27 et décide par la suite la renumérotation subséquente des articles suivants.

Dix-huitième résolution

L'assemblée décide d'insérer et de formuler un article 17 nouveau, à la teneur suivante:

«**Art. 17.** Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.»

Dix-neuvième résolution

L'assemblée décide d'insérer et de formuler un article 18 nouveau, à la teneur suivante:

«**Art. 18.** Chaque action donne droit à une voix.»

Vingtième résolution

L'assemblée décide de modifier les articles 29 et 30 anciens et de les fusionner avec l'article 19 nouveau (avant renumérotation article 28 ancien), pour leur donner la forme suivante:

«**Art. 19.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.»

Vingt et unième résolution

L'assemblée décide d'insérer et de formuler un article 20 nouveau:

«**Art. 20.** Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.»

Vingt-deuxième résolution

L'assemblée décide d'insérer un article 21 nouveau (avant renumérotation article 31 ancien):

«**Art. 21.** La société pourra être dissoute à tout moment par décision d'une assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.»

Vingt-troisième résolution

L'assemblée décide d'insérer et de modifier un article 22 nouveau (avant renumérotation article 32 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 22.** Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.»

Vingt-quatrième résolution

L'assemblée décide d'insérer et de modifier un article 23 nouveau (avant renumérotation article 33 ancien), pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 23.** La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Vingt-cinquième résolution

L'assemblée constate, en conséquence notamment des résolutions précédentes, que les statuts seront désormais formulés comme suit:

STATUTS

Dénomination - Siègle - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de CEDEF S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Sans préjudice des règles de droit commun en matière de résiliation contractuelle au cas où le siège social de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège social pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le conseil d'administration a le droit d'instituer des bureaux, centres administratifs, agences et succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'au moment où les circonstances seront redevenues complètement normales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Un tel transfert ne changera rien à la nationalité de la société, qui restera luxembourgeoise. La décision relative au transfert provisoire du siège social sera portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société, ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet, mais seulement pour compte des sociétés du groupe:

toute activité d'affacturage et d'encaissement de factures, incluant le conseil et l'assistance à ces sociétés dans le domaine de l'administration et la gestion de leurs débiteurs et, en général, toute prestation de services de quelque nature que ce soit en relation avec cette activité; elle peut engager notamment toutes actions de recouvrement de créances commerciales, à l'exclusion de toute activité de la société dans la récolte de fonds auprès du public ainsi que toute activité bancaire.

La société a encore pour objet, le commerce et la fabrication de produits et de matériaux de construction de toute nature.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Elle peut prendre des participations dans toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à EUR 500.000 (cinq cent mille euro), représenté par 5.000 (cinq mille) actions, chacune d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euro), chacune entièrement libérée, dont 2.500 (deux mille cinq cents) actions de catégorie A et 2.500 (deux mille cinq cents) actions de catégorie B, dont les caractéristiques sont précisées à l'article 7 des statuts.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Les actions de la société sont et resteront nominatives.

Art. 6. Tout actionnaire désireux de vendre tout ou partie de ses titres devra en informer le conseil d'administration par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre de titres à céder et le prix souhaité.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du projet de cession, le conseil d'administration avertira les autres actionnaires du projet de cession et des conditions de vente.

Les actionnaires disposeront alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour notifier au conseil d'administration leur intention d'acheter, cette notification devant comprendre à peine de nullité le nombre d'actions qu'ils souhaitent acquérir à un prix déterminé par une évaluation d'expert.

Passé le délai de quinze (15) jours susvisé, le conseil d'administration se réunit pour étudier les réponses à l'offre de cession.

a) Si aucune offre d'achat au prix proposé ou à un prix à déterminer par expertise n'a été déposée, alors le conseil d'administration dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrables pour trouver un ou plusieurs tiers acquéreurs au prix

proposé par le cédant. Ce dernier sera alors tenu de vendre à cet acquéreur dans les conditions de nombre et de prix de son offre initiale sous réserve toutefois que le ou les tiers choisis par le conseil d'administration se soient portés acquéreurs de la totalité des actions offertes.

b) Si un ou plusieurs actionnaires ont manifesté leur intention d'acheter au prix proposé par le cédant, alors le conseil d'administration répartit les actions entre les différents acquéreurs au prorata de leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes respectives. Au cas où un reliquat subsisterait et que certains actionnaires n'auraient pu se porter acquéreurs de la totalité des actions qu'ils souhaitent acquérir, le même principe de répartition sera appliqué entre ces actionnaires jusqu'à ce que par itérations successives la totalité des actions soit vendue ou la totalité des demandes soit satisfaite.

Il est toutefois expressément convenu que, dans le cas où la totalité des actions proposées par le cédant n'aurait pu ainsi être attribué et dans ce cas seulement, le cédant peut soit retirer la totalité de son offre, soit conserver le reliquat des actions non vendues, soit céder dans les conditions fixées à l'alinéa c) ci-après, ce reliquat aux actionnaires qui auraient manifesté leur intention d'acheter à un prix déterminé par expertise. Pour cela, le cédant informe le conseil d'administration de ses intentions dans un délai de quinze (15) jours ouvrables. Passé ce délai, le cédant sera réputé avoir d'une part accepté les offres d'achat et d'autre part retiré son offre pour le seul reliquat d'actions non vendues.

c) Si aucun actionnaire n'a manifesté le souhait d'acquérir au prix proposé par le cédant mais que un ou plusieurs d'entre eux ont demandé à ce que le prix soit déterminé par expert ou si un reliquat d'actions reste à vendre au titre de la procédure exposée en b) ci dessus, alors le conseil d'administration devra dans un délai de dix (10) jours ouvrables mandater un réviseur d'entreprises luxembourgeois, choisi d'un commun accord entre les parties, ou à défaut d'accord, par le président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg.

Dans un délai maximum d'un mois, l'expert devra évaluer le prix de cession des actions sur base des comptes annuels de trois derniers exercices.

Dès réception de cette évaluation, le conseil d'administration informera le cédant et les actionnaires intéressés. Ceux-ci disposeront alors d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour maintenir leurs offres de vente et d'achat.

1) Dans le cas où le cédant renoncerait à son offre, toute nouvelle cession ou projet de cession ultérieurs devront respecter l'ensemble de la procédure du présent article.

2) Si le cédant maintient son offre, les actions seront réparties entre les actionnaires qui ont maintenu leurs offres d'achat au prorata de leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes. Pour le reliquat, s'il existe, le même principe de répartition sera appliqué jusqu'à ce que par itérations successives, toutes les actions auront été vendues ou toutes les offres d'achat satisfaites.

3) Si, in fine, un reliquat d'actions subsiste ou si aucun actionnaire n'a maintenu son offre, alors que le conseil d'administration dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrables pour faire acquérir par un tiers de son choix, au prix déterminé par l'expert, les actions ainsi proposées par le cédant. Le cédant sera dans ce cas tenu de vendre, à condition toutefois que le tiers choisi par le conseil d'administration se porte acquéreur de la totalité des actions.

Dans le cas contraire, le cédant pourra, s'il le souhaite, retirer son offre du reliquat et toute nouvelle cession ou projet de cession seront alors soumis à l'ensemble de la procédure du présent article.

Passé ce délai de vingt (20) jours ou si toutes les actions n'ont pas été vendues au tiers choisi par le conseil d'administration, alors le cédant pourra vendre ses actions à tout tiers intéressé de son choix. Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge moitié du cédant moitié des acquéreurs au prorata du nombre d'actions acquises.

Si la vente ne peut avoir lieu pour tout ou partie des actions proposées, les frais et honoraires d'expertise:

- restent à charge exclusive du cédant si celui-ci a retiré son offre de vente après l'évaluation d'expert;
- restent à charge exclusive du ou des candidats cessionnaires si celui-ci ou ceux-ci ont retiré leur offre d'achat après l'évaluation d'expert et qu'ainsi aucune action n'a pu être vendue;
- sont partagés moitié par le cédant moitié par l'ensemble des candidats cessionnaires si une partie seulement des actions proposées à la vente par le cédant a été acquise, la répartition entre les candidats cessionnaires se faisant au prorata du nombre d'actions pour lesquelles ils s'étaient portés acquéreurs et ce, qu'ils les aient réellement acquises ou non.

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un nombre d'administrateurs divisible par deux, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale, pour un terme ne pouvant dépasser six années et toujours révocables par elle.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Toutes les actions sans distinction de catégorie voteront sur les élections au conseil d'administration sous réserve toutefois que la moitié des membres du conseil devront être élus sur une liste de candidats proposés par les actionnaires de catégorie A et la moitié devra l'être sur une liste de candidats proposés par les actionnaires de catégorie B, étant entendu que le nombre des propositions doit être le double du nombre d'administrateurs à élire.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, une assemblée générale doit toujours être convoquée pour procéder au remplacement conformément à la procédure ci-dessus indiquée, à l'exclusion de tout remplacement par cooptation. Toute élection partielle ne pourra se faire que sur les propositions faites par les actionnaires de la catégorie par laquelle l'administrateur à remplacer avait été proposé, étant entendu que le nombre de propositions doit être suffisant pour assurer à l'assemblée générale un libre choix.

Art. 8. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président. La durée de ces mandats est de deux ans, le poste de président étant en alternance confié à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires de catégorie A et ensuite B et ainsi de suite.

Lorsque le président fait partie des administrateurs nommés sur propositions des actionnaires de catégorie A, le vice-président fait automatiquement partie des administrateurs nommés sur proposition des actionnaires de catégorie B.

Les premiers président et vice-président pourront être désignés par l'assemblée générale. En cas d'empêchement du président, le vice-président, sinon l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou valablement représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un collègue.

Les Administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou téléfax, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les Administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du Conseil d'Administration.

Art. 9. Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion ne sera pas prépondérante. Le président et le vice-président nommés conformément aux dispositions de l'article 8 n'ont pas davantage de voix prépondérantes en cas de partage.

Art. 10. Les procès-verbaux de séances du conseil sont signés par les membres présents aux séances, les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou un fondé de pouvoir.

Art. 11. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ou par les statuts de la société à l'assemblée générale, seront de la compétence du conseil d'administration.

Art. 12. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des Administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 13. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs dont un de catégorie A et l'autre de catégorie B ou par la signature individuelle d'un mandataire dûment autorisé par le conseil d'administration dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 14. La surveillance des opérations de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaires, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leurs mandats, laquelle ne pourra pas dépasser six ans.

Tout commissaire sortant est rééligible.

Assemblées

Art. 15. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se tiendra à Esch-sur-Alzette, le second mardi du mois de mars de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Art. 17. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 18. Chaque action donne droit à une voix.

Année sociale - Comptes annuels - Répartition des bénéfices

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels dans les formes prévues par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire aux commissaires.

Art. 20. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. La société pourra être dissoute à tout moment par décision d'une assemblée générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Art. 22. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs et détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 23. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document sont estimés à mille huit cents euros (1.800,00).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: J.-L. Schiltz, P. Faber, J.-J. Goebel, M. Lecuit.

Enregistré à Redange-sur-Attert, le 24 janvier 2003, vol. 402, fol. 51, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Schaack.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange, le 12 février 2003.

(003030.3/243/627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

OBADYA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 67.142.

M. Dirk C. Oppelaar démissionne comme administrateur de la société et demande décharge de son mandat.

Le 10 février 2003.

Dirk C. Oppelaar.

Mr Dirk C. Oppelaar announced his resignation as a Manager of the company and waits to receive formal discharge for his duty.

10th February 2003.

Dirk C. Oppelaar.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01812. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003037.2/724/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

OBADYA INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R. C. Luxembourg B 67.142.

VGD LUXEMBOURG, S.à r.l., démissionne comme commissaire aux comptes de la société et demande décharge de son mandat.

Le 16 novembre 2003.

VGD LUXEMBOURG, S.à r.l.

VGD LUXEMBOURG, S.à r.l., announces its resignation as Auditor of the company and waits to receive formal discharge.

16th February 2003.

VGD LUXEMBOURG, S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01813. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003040.2/742/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

BRUNO COLOR VESQUE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 8, rue de l'Avenir.

R. C. Luxembourg B 74.316.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02511 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(004138.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

BRUNO COLOR VESQUE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 8, rue de l'Avenir.

R. C. Luxembourg B 74.316.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02501 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(004141.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

SALAPARUTA INC. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 61.158.

—
Le bilan au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01897, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(003845.4/766/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

SALAPARUTA INC. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 61.158.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01895, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(003843.3/766/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

SALAPARUTA INC. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 61.158.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01893, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(003842.3/766/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

SALAPARUTA INC. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 8, rue Dicks.

R. C. Luxembourg B 61.158.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 17 février 2003, réf. LSO-AB01891, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(003841.4/766/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2003.

ELETRE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.

R. C. Luxembourg B 75.468.

Extrait de la convention de domiciliation

Suivant la convention de domiciliation conclue le 9 avril 2002 entre le domiciliataire, la société anonyme FIDUCIAIRE DES P.M.E. S.A., experts-comptables, avec siège social à L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener, et la société ELETRE, S.à r.l., son siège statutaire est fixé à l'adresse du domiciliataire.

La convention de domiciliation est établie pour une durée indéterminée.

Pour inscription au registre de commerce.

Luxembourg, le 14 février 2003.

Pour ELETRE, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES P.M.E. S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2003, réf. LSO-AB02433. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003446.2/514/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 février 2003.

BESSA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 22.260.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 octobre 2002

- L'assemblée approuve les rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- L'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 1998, au 30 juin 1999, au 30 juin 2000, au 30 juin 2001 et au 30 juin 2002.
- L'assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Madame Nathalie Mager, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, et de la société LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg; ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de BBL TRUST SERVICES LUXEMBOURG, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2003.
- Conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915, l'assemblée statue sur la question de la dissolution éventuelle de la société et décide de poursuivre les activités de celle-ci.

Luxembourg, le 28 octobre 2002.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02830. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003963.3/655/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

SEGES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 63.353.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 5 février 2003

- L'assemblée approuve les rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- L'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2000, au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002.
- L'assemblée accepte la démission au poste d'administrateur de Monsieur Pier Luigi Tomassi, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Monsieur Johan Dejans, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg et de LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.
- L'assemblée accepte la démission du mandat de commissaire aux comptes de ING TRUST (LUXEMBOURG), ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.
- Conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915, l'assemblée statue sur la question de la dissolution éventuelle de la société et décide de poursuivre les activités de celle-ci.

Luxembourg, le 5 février 2003.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02857. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003967.3/655/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

VINCI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.
R. C. Luxembourg B 49.214.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 20 février 2002, réf. LSO-AB/03087 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

Signature.

(004095.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

INVESTMENTS GLOBAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 42.042.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 février 2003

- L'assemblée approuve les rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
- L'assemblée donne décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2001.
- L'assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Johan Dejang, employé privé, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, de Madame Nathalie Mager, employée privée, demeurant 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, et de LUX BUSINESS MANAGEMENT, S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de ING TRUST (LUXEMBOURG), ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2002.

Luxembourg, le 18 février 2003.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB03245. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(003972.3/655/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

KITTY MUSIC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3415 Dudelange, 11, rue Gaston Barbanson.
R. C. Luxembourg B 56.939.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 21 février 2003, réf. DSO-AB00173 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 24 février 2003.

Pour la FIDUCIAIRE DMD

Signature

(004071.3/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

INCO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 19.952.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 13 décembre 2002 que Madame Joëlle Mamane a été réélue au poste d'administrateur-délégué de la société.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Enregistré à Luxembourg, le 25 février 2003, réf. LSO-AB03853. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004096.4/677/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

ARTOD S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R. C. Luxembourg B 54.093.

Extrait des Résolutions du Conseil d'Administration du 19 février 2003

Transfert de siège

Le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège de la société ARTOD S.A. du 16, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, au 67, rue Michel Welter, L-2730 Luxembourg avec effet au 23 décembre 2002.

Enregistré à Luxembourg, le 26 février 2003, réf. LSO-AB04232. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004196.4/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

BLUE & GOLD PRODUCTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered Office: L-4970 Bettange-Mess, 1, rue du Chemin de Fer.

R. C. Luxembourg B 75.695.

In the year two thousand three, on the twenty-third of January.
Before Us, Maître Gérard Lecuit, notary residing in Hesperange.

There appeared:

INTERNATIONAL FILM PRODUCTIONS AND DISTRIBUTIONS LTD, having its registered office in Suite 345, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, PO Box 1070, Port Louis, Mauritius,
here represented by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in Luxembourg, itself represented by Mr José Correia, accountant, residing in Longwy (France) and Mrs. Alexandra Petitjean, accountant, residing in Entringe (France), acting jointly in their respective qualities of proxy holders A and B,
by virtue of a proxy established on January 10, 2003.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the following:
- that it is the sole actual partner of BLUE & GOLD PRODUCTIONS, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office in Luxembourg, constituted by a notarial deed, on May 4, 2000, published in the Mémorial, Recueil C number 633 of September 6, 2000;

- that the sole partner has taken the following resolutions:

First resolution

The partner decides to ratify the resolution taken on August 6, 2002 to transfer the registered office of the company from L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II to 1, rue du Chemin de Fer, L-4970 Bettange-Mess with effect on April 3, 2002.

Second resolution

The partner decides to amend the first paragraph of article 4 of the articles of association as follows:

«**Art. 4. 1st paragraph** The registered office of the company is in Bettange-sur-Mess, in the municipality of Dippach.»

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Hesperange, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt-trois janvier.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

INTERNATIONAL FILM PRODUCTIONS AND DISTRIBUTIONS LTD, ayant son siège social à Suite 345, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, PO Box 1070, Port Louis, Mauritius,

ici représentée par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à Luxembourg, elle-même représentée par Monsieur José Correia, comptable, demeurant à Longwy (France) et Madame Alexandra Petitjean, comptable, demeurant à Entringe (France), agissant conjointement en leurs qualités respectives de fondés de pouvoir A et B,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 10 janvier 2003.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'il est le seul et unique associé de la société BLUE & GOLD PRODUCTIONS, S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte notarié, en date du 4 mai 2000, publié au Mémorial, Recueil C numéro 633 du 6 septembre 2000;

- Qu'il a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide de ratifier la décision prise le 6 août 2002 de transférer le siège social du 8, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg au 1, rue du Chemin de Fer, L-4970 Bettange-Mess.

Deuxième résolution

L'associé décide de modifier le premier alinéa de l'article 4 des statuts comme suit:

«**Art. 4. 1^{er} alinéa** Le siège social est établi à Bettange-Mess, dans la commune de Dippach.»

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. Correia, A. Petitjean, G. Lecuit

Enregistré à Luxembourg, le 3 février 2003, vol. 15CS, fol. 90, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 7 février 2003.

G. Lecuit.

(004283.3/220/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

BLUE & GOLD PRODUCTIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Bettange-Mess.

R. C. Luxembourg B 75.695.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 7 février 2003.

G. Lecuit.

(004285.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

**TRADUCTION.LU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TERMINOLOGIE ET TRADUCTION, S.à r.l.).**

Siège social: L-5860 Hesperange, 27, rue Camille Mersch.

R. C. Luxembourg B 75.909.

L'an deux mille deux, le onze décembre.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée TERMINOLOGIE ET TRADUCTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5860 Hesperange, 27, rue Camille Mersch, R.C. Luxembourg section B numéro, constituée suivant acte reçu par Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 675 du 20 septembre 2000.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que, sur les cent vingt-cinq (125) parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Modification de la dénomination sociale de la société de TERMINOLOGIE ET TRADUCTION, S.à r.l. en TRADUCTION.LU, S.à r.l.

2.- Modification afférente de l'article 3 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la société de TERMINOLOGIE ET TRADUCTION, S.à r.l. en TRADUCTION.LU, S.à r.l. et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société prend la dénomination de TRADUCTION.LU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg. Les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: R. Uhl, H. Janssen, P. Van Hees, J. Elvinger

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2002, vol. 16CS, fol. 25, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 janvier 2003.

J. Elvinger.

(004286.3/211/43) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

**TRADUCTION.LU, S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. TERMINOLOGIE ET TRADUCTION, S.à r.l.).**

Siège social: Hesperange.
R. C. Luxembourg B 75.909.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 27 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(004287.3/211/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

EUSIGN S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Sainte Zithe.
R. C. Luxembourg B 75.028.

DISSOLUTION

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire
qui a eu lieu le 4 février 2003 à Luxembourg*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale que:

- l'assemblée générale, après avoir entendu le rapport de M^e Guy Harles, commissaire à la liquidation, approuve celui-ci et les comptes de la liquidation;
- l'assemblée générale a décidé de donner décharge pleine et entière au liquidateur et au commissaire à la liquidation en ce qui concerne l'exécution de leur mandat;
- l'assemblée générale prononce la clôture de la liquidation et constate que la société a définitivement cessé d'exister;
- l'assemblée générale décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir d'aujourd'hui auprès 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg.

Luxembourg, le 4 février 2003.

Pour EUSIGN S.A. (en liquidation)

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 26 février 2003, réf. LSO-AB04280. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004295.3/250/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

ORSEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 140, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 66.454.

Extrait de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 19 février 2003

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société ORSEN S.A., tenue à Luxembourg, le 19 février 2003, que:

- abstraction aux délais et formalités de convocation a été faite.
- décision a été prise d'accepter la démission du commissaire aux comptes, COMMISERV, S.à r.l. avec effet à dater de l'Assemblée.
- Décision a été prise de nommer les trois nouveaux administrateurs suivants:
 - Madame Delphine Béhier, administrateur de sociétés, demeurant à Junglinster,
 - Maître Christophe Antinori, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,
 - Monsieur Christian Bühlmann, administrateur de sociétés demeurant à Junglinster.
- décision a été prise de nommer la société TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., comme nouveau commissaire aux comptes avec effet à dater de la présente assemblée et pour une durée courant jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire de la société.
- décision a été prise de transférer le siège social de la société au 140, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signatures

Deux administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02816. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(004399.3/1211/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

VALTRO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

R. C. Luxembourg B 81.983.

—
*Extrait du Procès-Verbal de la réunion du Conseil d'Administration
tenue à Luxembourg le 23 décembre 2002*

Extrait de résolution

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société anonyme luxembourgeoise dénommée VALTRO HOLDING S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe L-2763 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 24 avril 2001, publié au Mémorial C numéro 1064 du 26 novembre 2001 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg B numéro 81.983, émise le 23 décembre 2002, que le Conseil d'Administration a pris la résolution ci-après reproduite:

Quatrième résolution

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la société de L-2763 Luxembourg, 12, rue Sainte Zithe à L-1637 Luxembourg, 9, rue Goethe.

Luxembourg, le 23 décembre 2002.

Pour extrait sincère et conforme à l'original

VALTRO HOLDING S.A.

A. Crabolu / A. Meder

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02659. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004297.3/043/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

ORELLANA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 65.755.

—
Extrait des Minutes de l'Assemblée générale ordinaire de l'Associé unique qui s'est tenue le 20 janvier 2002

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés de ORELLANA, S.à r.l. (la «Société»), il a été décidé comme suit:

- d'approuver le rapport de gestion au 31 décembre 1999;

- d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1999;

- d'affecter les résultats comme suit:

* perte à reporter: 1.329.861,- LUF;

- d'accorder décharge pleine et entière aux Gérants pour toutes opérations effectuées durant l'exercice social clôturant au 31 décembre 1999.

Luxembourg, le 20 janvier 2002.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Gérant

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2003, réf. LSO-AB01133. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004272.1/710/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

ORELLANA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 65.755.

—
Extrait des minutes de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique qui s'est tenue le 20 janvier 2002

A l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de ORELLANA, S.à r.l. (la «Société»), il a été décidé comme suit:

- de continuer les activités de la Société.

Luxembourg, le 20 janvier 2002.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Gérant

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2003, réf. LSO-AB01215. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004270.2/710/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

INTERNATIONAL TEXTILE INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 55.258.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue à Luxembourg, le 7 octobre 2002, que l'assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Cinquième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date du lundi 13 mai 2002 et qu'en l'absence de renouvellement des mandats et/ou de nouvelles nominations, les Administrateurs et le Commissaire ont poursuivi leur mandat jusqu'à la date de ce jour.

L'Assemblée prend acte de et accepte la demande de Monsieur Pierre Bouchoms, de ne pas renouveler son mandat d'Administrateur lors de la présente Assemblée et décide de nommer pour un terme d'un an, les Administrateurs suivants:

L'Assemblée décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, les administrateurs suivants:

- Monsieur Luigi Maramotti, industriel, demeurant à Albinea Reggio Emilia (Italie);
- Monsieur Sergio Vandt, employé privé, demeurant à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté;
- Monsieur Mirko La Rocca, employé privé, demeurant à L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté.

Le mandat ainsi conféré aux Administrateurs viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2002.

L'Assemblée décide de nommer pour un nouveau terme de 1 (un) an, la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Luxembourg.

Le mandat ainsi conféré au Commissaire viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2003.

INTERNATIONAL TEXTILE INVESTMENT S.A.

S. Vandt

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02650. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004300.3/043/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

COMMERCIAL AND RESIDENTIAL BUILDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.
R. C. Luxembourg B 60.235.

*Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue des Actionnaires
qui s'est tenue extraordinairement le 14 janvier 2003*

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires de COMMERCIAL AND RESIDENTIAL BUILDING S.A. («la société») qui s'est tenue extraordinairement, il a été décidé comme suit:

- De renouveler les mandats des administrateurs, LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., T.C.G. GESTION S.A., 9, Rue Schiller L-2519 Luxembourg et TOWER CORPORATE SERVICES LIMITED, Tortola, Les Iles Vierges Britanniques, leur mandat expirera à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2007.
- De renouveler le mandat du commissaire aux comptes, LUXEMBOURG ADMINISTRATION SERVICES LIMITED, Tortola Les Iles Vierges Britanniques, son mandat expirera à l'Assemblée Générale Ordinaire de l'année 2007.

Luxembourg, le 14 janvier 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 21 janvier 2003, vol. 579, fol. 21, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(004280.3/710/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

GRIKO FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 71.523.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25 novembre 2002, actée sous le n°867 pardevant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(004430.3/208/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

SILENE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 4, rue du Marché-aux-Herbes.
R. C. Luxembourg B 49.778.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 10 février 2003 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivante statuant sur les comptes au 31 décembre 2002.

Décharge pleine et entière leur a été accordée.

Pour extrait conforme

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB03042. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004499.3/693/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

FIDITALIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R. C. Luxembourg B 63.822.

DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains en remplacement de son confrère empêché, Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville, lequel dernier restera dépositaire de la minute.

A comparu:

La société anonyme FIDITALIA SPA avec siège sociale à Palermo (Italie) Via Trapani 1/D inscrite au registre de commerce n.18694, Tribunale de Palermo - R.E.A. n° 90085

ci-après nommée «l'actionnaire unique»,

ici représentée par Monsieur Jean-Marie Poos, employé privé, 3, avenue Pasteur, Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 24 janvier 2003,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- que la société dénommée FIDITALIA INTERNATIONAL S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au registre de commerce de et à Luxembourg section B numéro 63.822, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 50, Val Fleuri,

ci-après dénommée «la Société»,

a été constituée suivant acte reçu par Ladite société a été constituée par acte de Maître Jean Seckler de Junglinster en date du 13 mars 1998, publié au Mémorial C de 1998, page 21926,

et dont les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Jacques Delvaux de résidence à Luxembourg, le 31 décembre 2002, en voie de publication au Mémorial C.

- que le capital social de la Société est fixé à EUR 1.482.355,- (un million quatre cent quatre-vingt-deux mille trois cent cinquante cinq Euros) représenté par 2.870 (deux mille huit cent soixante dix) actions d'une valeur nominale de EUR 516,50 (cinq cent seize Euros virgule cinquante Cents);

- que la société FIDITALIA SPA, prédésignée, s'est rendue successivement propriétaire de la totalité des actions de la Société;

- que l'activité de la Société ayant cessé, l'actionnaire unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme actionnaire unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- que l'actionnaire unique se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert au notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre, il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la société est réglé;

- que l'actif restant est réparti à l'actionnaire unique;

- que les déclarations du liquidateur ont fait l'objet d'une vérification, suivant rapport, conformément à la loi, par la société anonyme S.G.A. SERVICES S.A., avec siège social à L-2520 Luxembourg, 39, Allée Scheffer, R.C.B n°76.118, désignée «commissaire à la liquidation» par l'actionnaire unique de la Société;

- que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- que décharge pleine et entière est donnée aux administrateurs et au commissaire aux comptes;

- que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans auprès de l'ancien siège social de la Société;

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays au comparant, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.M. Poos, R. Arrendorff.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2003, vol. 16CS, fol. 58, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 février 2003.

J. Delvaux.

(004427.3/208/61) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

EPICURE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8551 Noerdange, 11, A Batzent.

STATUTS

L'an deux mille trois, le trois février.

Par-devant Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen.

A comparu:

Monsieur Olivier Tilmant, cuisinier, né à La Louvière (B) le 22 septembre 1970, demeurant à L-8551 Noerdange, 11, A Batzent.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée comme suit:

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des parts ci-après créées, il est formé une société sous la dénomination de EPICURE, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Noerdange.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à la cessation de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet le service traiteur, traiteur à domicile et exploitation de restaurant-brasserie.

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou société ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer de nouveaux clients ou à lui faciliter la pénétration dans une nouvelle clientèle ou un nouveau marché.

De façon générale, la société peut effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent vingt-cinq (125) parts d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Ces parts ont été souscrites par Monsieur Olivier Tilmant, préqualifié.

Les cent vingt-cinq parts sociales sont intégralement libérées par des versements en espèces ainsi qu'il en a été démontré au notaire qui le constate expressément.

Chaque part donne droit à une part proportionnelle dans la distribution des bénéfices ainsi que dans le partage de l'actif net en cas de dissolution.

Les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social restant. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Lors d'une cession, la valeur des parts est déterminée d'un commun accord entre les parties.

Par ailleurs, les relations entre associés et/ou les relations entre les associés et des personnes physiques ou morales bien déterminées pourront faire l'objet d'un contrat d'association ou de partenariat sous seing privé.

Un tel contrat, par le seul fait de sa signature, aura inter partes la même valeur probante et contraignante que les présents statuts.

Un tel contrat sera opposable à la société après qu'il lui aura dûment été signifié, mais il ne saurait avoir d'effet vis-à-vis des tiers qu'après avoir été dûment publié.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la société.

Art. 7. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 8. La société sera gérée par un ou plusieurs gérants nommés et révocables par l'Assemblée générale.

Les gérants peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale.

Art. 9. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les 3/4 du capital social.

Art. 11. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. L'assemblée générale annuelle aura lieu le 15 mai de chaque année à partir de l'année 2004.

Si cette date est un jour férié légal, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre. Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mille trois.

Chaque année le trente-et-un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse l'inventaire comprenant les pièces comptables exigées par la loi.

Art. 14. Sur le bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants, sinon par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives, ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce compétent statuant sur requête de tout intéressé.

Art. 16. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme d'environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire instrumentant attire l'attention des comparants qu'avant toute activité commerciale de la société présentant fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social.

Les comparants reconnaissent avoir reçu du notaire une note résumant les règles et conditions fondamentales relatives à l'octroi d'une autorisation d'établissement, note que le Ministère des Classes Moyennes a fait parvenir à la Chambre des Notaires en date du 16 mai 2001.

Loi Anti-Blanchiment

En application de la loi du 11 août 1998, le comparant déclare être le bénéficiaire réel de cette opération et il déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Assemblée Générale

Le fondateur prénommé, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constitué en Assemblée Générale et il a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) Le siège social est fixé à L-8551 Noerdange, 11, A Batzent.

2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Olivier Tilmant, cuisinier, né à La Louvière (B) le 22 septembre 1970, demeurant à L-8551 Noerdange, 11, A Batzent.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentaire, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte, après s'être identifié au moyen d'une copie de sa carte d'identité.

Signé: O. Tilmant, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 10 février 2003, vol. 426, fol. 77, case 9. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Capellen, le 17 février 2003.

C. Mines.

(900182.5/225/107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 26 février 2003.

LIBERTYTV.COM, Société Anonyme.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 53, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Diekirch B 6.446.

L'an deux mille trois, le vingt-et-un janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absent, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A comparu:

Maître Pierre Reuter, avocat à la Cour, avec adresse professionnelle au 13, rue Large, L-1917 Luxembourg, agissant en tant que mandataire de la société anonyme établie à Ettelbruck sous la dénomination de LIBERTYTV.COM, R. C. B Diekirch n° 6.446, avec siège social à L-9053 Ettelbruck, 53, Avenue J.F. Kennedy, en vertu d'une résolution prise par le Conseil d'Administration de ladite société en date du 3 janvier 2003, dont un extrait certifié conforme restera annexé au présent acte.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter ses déclarations suivantes:

I.- La société LIBERTYTV.COM a été constituée sous la dénomination de MAASTRICHT MULTIMEDIA S.A., en abrégé M.M.M. S.A., suivant acte notarié en date du 10 octobre 1997, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 46 du 21 janvier 1998.

Les statuts de la société ont été modifiés à différentes reprises et en dernier lieu par un acte du notaire instrumentaire en date du 31 décembre 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C n° 702 du 7 mai 2002.

II.- Une assemblée générale extraordinaire réunie par-devant Maître André Schwachtgen en date du 19 novembre 2002 a décidé d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 5.000.000,- EUR, avec un minimum de 3.000.000,- EUR, pour porter le capital social de son montant actuel de 25.800.000,- EUR à 30.800.000,- EUR (hypothèse maximale) ou 28.800.000,- EUR (hypothèse minimale) par création et émission de 500.000 (hypothèse maximale) ou 300.000 (hypothèse minimale) nouvelles actions de catégorie B, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes de la même catégorie, et qui donneront droit aux bénéfices au prorata temporis à partir de la date de souscription, chaque action étant émise à une valeur de 10,- EUR et devant être libérée à concurrence de 50% en espèces.

III.- Ces nouvelles actions à souscrire et à libérer en espèces ont été offertes aux actionnaires existants des catégories A et B proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Le droit de souscription préférentiel a été organisé de la manière suivante par l'assemblée générale extraordinaire du 19 novembre 2002:

«Durant une période de trente-et-un jours à dater d'une invitation qui sera adressée par lettre recommandée aux actionnaires nominatifs, chaque actionnaire pourra informer la société par lettre recommandée à la poste de son intérêt à participer à l'augmentation de capital en proportion de la part du capital que représentent leurs actions. Ils pourront également indiquer un montant supplémentaire à concurrence duquel ils souhaiteraient souscrire des actions nouvelles au cas où d'autres actionnaires n'exerceraient pas leur droit de souscription préférentiel.

Durant la période de souscription ci-avant visée, les droits de souscription préférentiel seront librement négociables, entre actionnaires uniquement, pendant la période de souscription de 31 jours, sans avoir à respecter les règles statutaires prévues pour les cessions d'actions;

La date à prendre en considération pour la participation à la souscription est la date de dépôt à la poste.

Cinq jours au moins et quinze jours au plus après écoulement de la période de souscription de trente et un jours, le conseil d'administration attribue aux actionnaires ayant participé à la souscription les actions qui leur reviennent au titre de leur droit de souscription privilégié et invite les souscripteurs à effectuer un apport à concurrence de 50% de la valeur des actions attribuées dans un délai de trente et un jours.

Au cas où l'augmentation de capital n'est pas entièrement souscrite, le conseil d'administration attribue le solde restant à souscrire aux actionnaires ayant exprimé le droit de souscrire des actions au-delà du montant pour lequel ils bénéficient d'un droit de souscription privilégié et invite les souscripteurs à effectuer un apport à concurrence de 50% de la valeur des actions attribuées dans un délai de trente-et-un jours.

Au cas où, dans cette dernière hypothèse, les droits de souscription disponibles ne suffiraient pas pour satisfaire les demandes de tous les actionnaires, le conseil d'administration répartit les droits de souscription disponibles entre les actionnaires qui en ont fait la demande en proportion des montants pour lesquels ils ont demandé à souscrire des actions au-delà du montant pour lequel ils bénéficient d'un droit de souscription privilégié et invite les souscripteurs à effectuer un apport à concurrence de 50% de la valeur des actions attribuées dans un délai de trente-et-un jours.

Si aux termes de cette procédure, et à condition que les souscriptions recueillies totalisent au moins un montant de 3.000.000,- EUR, l'augmentation du capital annoncée n'est pas entièrement souscrite, le capital ne sera augmenté qu'à concurrence des souscriptions recueillies.

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration de régler toute situation qui n'aurait pas été organisée ci-dessus et de faire le nécessaire pour que toutes les actions à émettre lors de l'augmentation de capital soient souscrites.»

IV.- L'assemblée générale extraordinaire sus-visée a également autorisé le Conseil d'Administration:

- à prendre par résolutions circulaires, et sans que les quorum prévus à l'article 15 des statuts soient applicables, toutes décisions concernant la constatation des souscriptions définitives et la libération définitive aux termes de la procédure arrêtée;

- à déléguer un administrateur afin de comparaître devant notaire pour constater l'augmentation de capital et procéder à la modification des statuts afférents.

V.- En vertu de cette décision de la prédite assemblée, les administrateurs de la société ont obtenu et accepté la souscription à 335.000 actions nouvelles de catégorie B de la société sans désignation de valeur nominale, à savoir:

- 310.000 actions par LIBERTY CHANNEL MANAGEMENT & INVESTMENT COMPANY S.A., une société avec siège social à L-9053 Ettelbruck, 53, Boulevard J.F. Kennedy,
- 25.000 actions par DIGITAL VENTURES II LIMITED, une société avec siège social à Criagmuir Chambers, PO Box 71, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques.

Les documents de souscription afférents ont été présentés pour vérification au notaire instrumentaire. Ces nouvelles actions ayant été libérées à hauteur de 50%, il a été justifié au notaire qui le constate expressément, que la somme de EUR 1.675.000,- se trouve dès à présent et de ce chef à la libre disposition de la société.

VI.- A la suite de l'augmentation du capital qui précède l'article trois, alinéa six, des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 3. Sixième alinéa.** Le capital social souscrit est fixé à 29.150.000,- euros divisé en 1.230.678 actions de catégorie A sans désignation de valeur nominale et 2.514.323 actions de catégorie B, sans désignation de valeur nominale.»

Dont acte, fait à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec nous, notaire, la présente minute.

Signé: P. Reuter, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2003, vol. 15CS, fol. 86, case 11. – Reçu 33.500 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 février 2003.

A. Schwachtgen.

(900083.4/230/86) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

**LIBERTYTV.COM, Société Anonyme,
(anc. MAASTRICHT MULTI MEDIA S.A., en abrégé M.M.M. S.A.).**

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 53, avenue J.F. Kennedy.

R. C. Diekirch B 6.446.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 63 du 21 janvier 2003, déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(900084.2/230/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

TOP LEVEL MANAGEMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9515 Wiltz, 59, rue Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Diekirch B 5.232.

Assemblée générale extraordinaire

Sont présents:

L'ensemble du capital est représenté par

DELMA & CIE, S.à r.l.,

59, rue G.-D. Charlotte, L-9515 Wiltz 1 part

SOLFICORP S.A.,

59, rue G.-D. Charlotte, L-9515 Wiltz 99 parts

Les associés présents se reconnaissent dûment convoqués. Constatant que l'entière part des parts représentatives du capital sont présentes, l'Assemblée est apte à prendre toute décision.

Le point à l'ordre du jour est le suivant:

Démission d'un Gérant technique.

Les décisions prises sont les suivantes:

L'Assemblée acte la démission du poste de gérant technique:

GOUDSMITH AND TANG S.A.

Représentée par Monsieur Bernard Zimmer

rue Beaumont, 24

L-1219 Luxembourg

Cette décision sort son effet à la date du 28 janvier 2003.

DELMA & CIE, S.à r.l. / SOLFICORP S.A.

Signature / Signature

Enregistré à Wiltz, le 28 janvier 2003, vol. 174, fol. 41, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(900100.4/825/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 février 2003.

ENERGIPARK REIDEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8523 Beckerich, 13, Dikrecherstrooss.

R. C. Diekirch B 5.539.

L'an deux mille deux, le onze décembre.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

- Monsieur Paul Kauten, fonctionnaire d'Etat, actuellement en congé sans traitement (arrêté grand-ducal du 16 novembre 2001), demeurant à L-8522 Beckerich, 6, Millewee, directeur respectivement administrateur-délégué de la société anonyme ENERGIPARK REIDEN S.A., avec siège social à L-8523 Beckerich, 13, Dikrecherstrooss

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné le 17 décembre 1999, acte publié au Mémorial C numéro 327 du 5 mai 2000, page 15655 et suivantes,

statuts modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 831 du 1^{er} octobre 2001 page 39866 et suivantes,

statuts modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 15 novembre 2001, et statuts modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 décembre 2001, publiés au Mémorial C numéro 718 du 10 mai 2002, page 34419 et suivantes,

inscrite au Registre de Commerce de Diekirch sous le numéro B 5.539,

au capital social de à quatre cent seize mille deux cent cinquante euros (EUR 416.250,-) divisé en mille six cent soixante-cinq (1.665) actions nominatives de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune.

I.- Le comparant agissant en sa dite fonction, prie le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

Suivant article 4.- des statuts de la société le Conseil d'Administration est autorisé à constater une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versement en espèces, dans le cadre du capital autorisé.

Le texte dudit mandat est libellé comme suit:

Le capital social pourra être porté jusqu'à un capital autorisé de deux millions cinq cent mille euros (EUR 2.500.000,) par la création et l'émission de huit mille (8.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune, divisé en actions ordinaires jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Suivant article 32 (5) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales cette autorisation n'est valable que pour cinq (5) ans à dater de la publication de l'acte de modification des statuts fixant le montant du capital autorisé.

Le conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou, encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles.

Cette autorisation est valable pour une période de dix ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Il ressort du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration du 6 décembre 2002, lequel procès-verbal restera annexé au présent acte aux fins d'enregistrement, que le Conseil d'Administration a constaté l'arrêt pour la date du 11 décembre 2002 d'une augmentation de capital de la société dans le cadre de son capital autorisé par voie de souscription sur un montant de cent et soixante-quatorze mille cinq cents euros (EUR 174.500,-). Cette augmentation a été réalisée par l'émission de six cent quatre-vingt-dix-huit (698) actions nominatives nouvelles d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune.

La preuve a été apportée au notaire instrumentant sur présentation des documents justificatifs que le Conseil d'Administration a reçu la souscription des six cent quatre-vingt-dix-huit actions (698) et que la libération de l'augmentation de capital a été faite par des apports en espèces ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Les comparants déclarent vouloir adapter le premier alinéa de l'article 4.- des statuts suite à cette augmentation de capital pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4. (Premier alinéa).** Le capital social est fixé à cinq cent quatre-vingt-dix mille sept cent cinquante euros (EUR 590.750,-) divisé en deux mille trois cent soixante-trois (2.363) actions nominatives de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune.»

Le Conseil d'Administration est chargé des inscriptions respectives à faire au registre des actionnaires.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, en raison des présentes, sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Kauten, L. Grethen.

Enregistré à Redange, le 17 décembre 2002, vol. 402, fol. 45, case 6. – Reçu 1.745 euros.

Le Receveur (signé): Schaack.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 12 février 2003.

L. Grethen.

(900155.4/240/68) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 24 février 2003.

ENERGIPARK REIDEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8523 Beckerich, 13, Dikrecherstrooss.

R. C. Diekirch B 5.539.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 24 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(900156.3/240/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 24 février 2003.

LUX-MINERALS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

STATUTS

L'an deux mille trois, le quatorze janvier.

Par-devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Rambrouch.

Ont comparu:

1) Madame Annette Meyer, administrateur de sociétés, demeurant à B-4960 Malmedy, 1/B Falize;

2) Monsieur Erwin Victor, administrateur de sociétés, demeurant à B-4960 Malmedy, 1/B Falize.

Lesquels comparants ont arrêtés, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de LUX-MINERALS S.A.

Art. 2. Le siège social est établi dans la Commune de Winseler.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet:

- le transport international,
- l'achat et la vente, l'import et l'export de produits minéraux de toute sorte.

La société pourra effectuer toutes opérations immobilières, mobilières et financières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement, dans les limites de la loi et des autorisations administratives.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), représenté par trois cent vingt actions (320) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 10. Les pouvoirs de signature sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doive en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion, tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit le 2^{ème} mardi du mois de mai à 18.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2002.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2003.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) Madame Annette Meyer, préqualifiée, cent soixante actions	160
2) Monsieur Erwin Victor, préqualifié, cent soixante actions	160
Total: trois cent vingt actions	320

Les actions son libérées à concurrence de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) soit à 78,125%. Le montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille cent cinquante euros (1.550,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois:

Sont appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Madame Annette Meyer, administrateur de sociétés, demeurant à B-4960 Malmedy, 1/B Falize;

b) Madame Sabine Victor, étudiante, demeurant à B-4960 Malmedy, 1/B Falize;

c) Madame Martine Victor, étudiante, demeurant à B-4960 Malmedy, 1/B Falize.

2) Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Monsieur Stephan Moreaux, réviseur d'entreprises, demeurant à B-6600 Bastogne, 141, rue des Hêtres.

4) Le mandat des administrateurs et commissaire prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2008.

5) L'assemblée générale autorise le Conseil d'Administration de nommer Annette Meyer, préqualifiée, comme administrateur-délégué.

6) La société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature de l'administrateur-délégué ou par la signature d'un administrateur et de l'administrateur-délégué.

7) Le siège social est fixé à L-9647 Doncols, Bohey.

Réunion du Conseil d'Administration

Les membres du Conseil d'Administration se sont ensuite réunis, ils ont décidé à l'unanimité de nommer Annette Meyer, préqualifiée, aux fonctions d'administrateur-délégué avec pouvoir de co-signature obligatoire.

Madame Annette Meyer est également nommée Président du Conseil d'Administration.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Meyer, E. Victor, S. Victor, M. Victor, S. Moreaux, L. Grethen.

Enregistré à Redange, le 22 janvier 2003, vol. 402, fol. 51, case 7. – Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): Schaack.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 21 février 2003.

L. Grethen.

(900194.4/240/124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 février 2003.

MIKEK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 44, Grand-rue.

L'an deux mille trois, le trois février.

Par-devant Maître Marc Cravatte, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Madame Peggy Schwörer, commerçante, demeurant à L-9045 Ettelbruck, 13, Grondwee, laquelle comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société unipersonnelle à responsabilité limitée qu'elle a décidé de constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de MIKEK, S.à r.l.

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Ettelbruck; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une boutique de lingerie pour hommes et dames, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet social ou de nature à en favoriser la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

En cas de pluralité d'associés, chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année. Le premier exercice commence au jour de la constitution de la société et finit le 31 décembre 2003.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille quatre cents euros (12.400,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124,-) chacune, entièrement souscrit et libéré en espèces par la comparante pré-nommée, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

En raison de ces apports, les cent (100) parts sociales de la société, représentant une valeur de cent vingt-quatre euros (124,-) chacune, sont toutes attribuées à la comparante, Madame Peggy Schwörer, prénommée.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Art. 8. En cas de pluralité d'associés, aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement unanime de ses co-associés. Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

Art. 9. Chaque année, au trente-et-un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;

- le solde reste à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou la faillite de l'un ou de plusieurs des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires et ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les

biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, la comparante se réfère aux dispositions légales en vigueur.

Frais

Les frais mis à charge de la société en raison de sa constitution sont évalués à la somme de huit cents euros (EUR 800,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, la comparante sus-nommée, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la société est fixée à L-9050 Ettelbruck, 44, Grand-Rue;
2. Est nommée gérante de la société Madame Peggy Schwörer, prénommée;
3. La gérante est habilitée à engager en toutes circonstances la société par sa seule signature;
4. Le mandat ainsi conféré reste valable jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Schwörer, M. Cravatte.

Enregistré à Diekirch, le 7 février 2003, vol. 610, fol. 62, case 4. – Reçu 124 euros.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ettelbruck, le 18 février 2003.

M. Cravatte.

(900088.4/205/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 février 2003.

ITAL-REST, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9010 Ettelbruck, 23, rue de Bastogne.

R. C. Diekirch B 2.968.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 13 février 2003, réf. DSO-AB00068, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 17 février 2003.

Pour la FIDUCIAIRE D.M.D., S.à r.l.

Conseils comptables et fiscaux

Signature

(900075.3/808/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

ITAL-REST, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9010 Ettelbruck, 23, rue de Bastogne.

R. C. Diekirch B 2.968.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 13 février 2003, réf. DSO-AB00069, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 17 février 2003.

Pour la FIDUCIAIRE D.M.D., S.à r.l.

Conseils comptables et fiscaux

Signature

(900074.3/808/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 18 février 2003.

SALON CONTOUR, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6461 Echternach, 4, Devant le Marché.

R. C. Diekirch B 5.286.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 20 février 2003, réf. DSO-AB00136, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 26 février 2003.

Signature.

(900204.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 février 2003.

LUX-IMPORT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6212 Consdorf, 72, route d'Echternach.
R. C. Diekirch B 4.630.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 20 février 2003, réf. DSO-AB00152, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 26 février 2003.

Signature.

(900223.3/551/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 28 février 2003.

COSMOLUX INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6368 Echternach, Zone Industrielle.
R. C. Diekirch B 6.309.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Diekirch, le 14 février 2003, réf. DSO AB-00099, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ENSCH, WALLERS ET ASSOCIES S.A., Ettelbruck

Signature

(900089.3/832/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 février 2003.

LEO PHOTO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Schmiede, 61, route de Stavelot.
R. C. Diekirch B 4.654.

Le bilan au 31 décembre 2001 enregistré à l'administration de l'Enregistrement et des Domaines à Wiltz, le 23 décembre 2002, sous le volume 174, folio 29, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 13 février 2003.

SAIL S.A.

A. Kaiser

Administrateur délégué

(900092.3/000/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 février 2003.

HEYNEN, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-9674 Nocher, 18, Duerfstrooss.
H. R. Diekirch B 6.410.

Im Jahre zweitausenddrei, am fünften Februar.

Vor dem unterzeichneten Urbain Tholl, Notar mit dem Amtswohnsitz zu Mersch.

Ist erschienen:

Herr Rolf Heijnen, Geschäftsführer, wohnhaft zu NL-5493 JZ Langenboom, Heideweg, 25.

Welcher Komparent den amtierenden Notar ersuchte ihm nachfolgendes zu beurkunden:

1. Er ist der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung HEYNEN, G.m.b.H., mit Sitz zu Clervaux, R.C. Diekirch Nummer B 6.410.

2. Die Gesellschaft wurde gegründet gemäss Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 5. Februar 2002, veröffentlicht im Mémorial C Seite 40092 von 2002.

3. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert (12.500,-) Euro, eingeteilt in hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig (125,-) Euro.

Dieser Erschienenene, welcher das gesamte Stammkapital vertritt, hat sich zu einer ausserordentlichen Generalversammlung eingefunden, und hat folgenden Beschluss gefasst:

Einziger Beschluss

Der Gesellschafter beschließt, den Sitz der Gesellschaft nach L-9674 Nocher, 18, Duerfstrooss zu verlegen.

Demgemäss wird Artikel 5, Abschnitt 1 der Satzung der Gesellschaft abgeändert und folgenden Wortlaut erhalten:

«Der Sitz der Gesellschaft ist in Nocher.»

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser ausserordentlichen Generalversammlung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf den Betrag von sechshundertfünfzig (650,-) Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen zu Mersch, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehendem an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat er die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R. Heijnen, U. Tholl.

Enregistré à Mersch, le 6 février 2003, vol. 423, fol. 75, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 19. Februar 2003.

U. Tholl.

(900114.4/232/34) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 20 février 2003.

HEYNEN, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9674 Nocher, 18, Duerfstrooss.

R. C. Diekirch B 6.410.

Statuts coordonnés suivant l'acte du 5 février 2003, reçu par M^e Urbain Tholl, de résidence à Mersch, déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 20 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

U. Tholl.

(900115.3/232/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 20 février 2003.

ALEMAN, CORDERO, GALINDO & LEE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Registered Office: L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 31.908.

In the year two thousand and three, on the twenty-ninth of January,
Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg,

Was held the extraordinary general meeting of the shareholders of ALEMAN, CORDERO, GALINDO & LEE (LUXEMBOURG) S.A., a société anonyme with registered office in L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal, R.C. Luxembourg B 31.908, incorporated by deed of the undersigned notary on October 16, 1989, published in the Mémorial C, number 83 of March 16, 1990. The articles of incorporation have been amended by deed of the undersigned notary on December 29, 2000, published in the Mémorial C, number 683 of August 28, 2001.

The meeting was presided by Mr Patrick Lorenzato, employee with professional address at 73, Côte d'Eich, Luxembourg,

who appointed as secretary Ms. Valérie Kerger, employee with professional address at 73, Côte d'Eich, Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms. Catherine Messang, employee with professional address at 73, Côte d'Eich, Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1) Deletion of the par value of the shares.

2) Conversion of the corporate capital, currently expressed in Luxembourg Francs (LUF), into Euro (€).

3) Amendment of Article 5 of the Articles of Association by replacing the first paragraph by the following wording:

«The corporate capital is fixed at thirty thousand nine hundred and eighty-six euro sixty-nine cent (EUR 30,986.69) represented by one thousand (1,000) shares without par value.»

II. The shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxy-holders representing the shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

III. It appears from the attendance list that all the one thousand (1,000) shares of the company representing the whole share capital of one million two hundred fifty thousand Luxembourg Francs (1,250,000.- LUF) are represented at the present extraordinary general meeting.

IV. The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

V. After this had been set forth by the chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda.

The meeting having considered the agenda, the chairman submitted to the vote of the members of the meeting the following resolutions which were taken unanimously:

First resolution

The general meeting decides to delete the par value of the shares.

Second resolution

The general meeting decides to convert the corporate capital, currently expressed in Luxembourg Francs (LUF), into Euro (€), with effect as of January 1, 2002.

Third resolution

The general meeting decides, as a consequence of the foregoing resolutions, to amend Article 5 of the Articles of Association by replacing the first paragraph by the following wording:

« Art. 5. Corporate Capital - Shares, 1st paragraph.

The corporate capital is fixed at thirty thousand nine hundred and eighty-six euro sixty-nine cent (EUR 30,986.69) represented by one thousand (1,000) shares without par value.»

There being no further items on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille trois, le vingt-neuf janvier.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société ALEMAN, CORDERO, GALINDO & LEE (LUXEMBOURG) S.A., société anonyme, avec siège social à L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal, RC Luxembourg B 31.908, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 16 octobre 1989, publié au Mémorial C, numéro 83 du 16 mars 1990. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 29 décembre 2000, publié au Mémorial C, numéro 683 du 28 août 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Patrick Lorenzato, employé privé avec adresse professionnelle à Luxembourg, 73 Côte d'Eich,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Valérie Kerger, employée privée avec adresse professionnelle à Luxembourg, 73 Côte d'Eich.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Catherine Messang, employée privée avec adresse professionnelle à Luxembourg, 73 Côte d'Eich.

Le bureau ayant été constitué, le président expose et prie le notaire d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

- 1) Suppression de la valeur nominale des actions.
- 2) Conversion du capital social, actuellement exprimé en francs luxembourgeois (LUF), en euros (€).
- 3) Modification de l'Article 5 des statuts en remplaçant le premier alinéa par le texte suivant:

« Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (EUR 30.986,69) représenté par mille (1.000) actions sans valeur nominale.»

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés après avoir été paraphées et validées par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

III. Il résulte de cette liste de présence que toutes les mille (1.000) actions de la société représentant l'intégralité du capital social de un million deux cent cinquante mille francs luxembourgeois (1.250.000,- LUF) sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

IV. Que la présente assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour, duquel les actionnaires déclarent avoir eu préalablement connaissance.

V. Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci passe à l'ordre du jour.

Après délibération, le président met aux voix les résolutions suivantes qui ont été adoptées à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de convertir le capital social, actuellement exprimé en francs luxembourgeois (LUF), en euros (€), avec effet au 1^{er} janvier 2002.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide, en conséquence des résolutions qui précèdent, de modifier l'Article 5 des statuts en remplaçant le premier alinéa par le texte suivant:

« Article 5. Capital social - actions. 1^{er} alinéa.

Le capital social est fixé à trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (EUR 30.986,69) représenté par mille (1.000) actions sans valeur nominale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend l'anglais, déclare par la présente que sur demande des comparants, le présent document a été établi en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Lorenzato, V. Kerger, C. Messang, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 4 février 2003, vol. 16CS, fol. 59, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

P. Frieders.

(004574.4/212/116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

ALEMAN, CORDERO, GALINDO & LEE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 31.908.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 février 2003.

P. Frieders.

(004575.3/212/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

YOLE S.A., YOLE, SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE REASSURANCES, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 46.682.

L'an deux mil trois, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg- Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme YOLE, SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE REASSURANCES, en abrégée YOLE S.A. établie et ayant son siège social à L-1616 Luxembourg, 5 place de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit de résidence à Mersch en date du 20 janvier 1994, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 196 du 19 mai 1994,

modifiée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich en date du 30 mars 2000, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 581 du 16 août 2000,

inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, section B sous le numéro 46.682,

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Thierry Dron, Assistant Vice President, demeurant à L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall, (co. GECALUX).

Le président nommé secrétaire Madame Fabienne Pitsch, Vice President Regional Manager, demeurant à L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall, (co. GECALUX).

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Valérie Coquille, employée privée, demeurant à L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall, (co. GECALUX).

Le bureau de l'assemblée étant constitué, le président requiert le notaire d'acter que:

I: L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Acceptation de la démission de deux administrateurs: la Société EURO FINANCE AND PROPERTIES et Monsieur Olivier Motte.

2.- Cooptation de Messieurs Fabrice Frère et Frank Lely.

3.- Transfert du siège social de la société au 6, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, commune de Schuttrange avec effet au 25 novembre 2002.

4.- Modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. 1^{er} alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

5.- Divers.

II: Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions des actionnaires, sont renseignés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires ou par leurs mandataires et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée aux présentes.

Les procurations des actionnaires représentés, paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte.

III: Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée, laquelle en conséquence est constituée régulièrement et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale accepte la démission de la société EURO FINANCE AND PROPERTIES ainsi que celle de Monsieur Olivier Motte.

Deuxième résolution

L'assemblée générale ratifie la cooptation de Monsieur Fabrice Frère, ingénieur commercial, demeurant à L-6183 Gonderange, 34, rue du Village, né à Uccle le 24 mai 1973 et de Monsieur Frank Lely, directeur financier groupe, demeurant à F-59100 Roubaix, 58, rue Dammartin, né à Douai le 19 septembre 1960.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société vers L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, avec effet au 25 novembre 2002.

«**Art. 2. 1^{er} alinéa.** Le siège social est établi à Münsbach, commune de Schuttrange. Il pourra être transféré dans tout autre endroit de la commune par décision du conseil d'administration.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée à heures.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à environ 800,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus par le notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Th. Dron, F. Pitsch, V. Coquille, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 3 février 2003, vol. 15CS, fol. 91, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 24 février 2003.

P. Decker.

(004582.3/206/69) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

YOLE S.A., YOLE, SOCIETE LUXEMBOURGEOISE DE REASSURANCES, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Münsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall.

R. C. Luxembourg B 46.682.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 18 février 2003.

Pour la Société

P. Decker

(004584.3/206/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

PARSFIN S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 38.649.

DISSOLUTION

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 5 février 2003 à 11.00 heures, Monsieur Joseph Treis, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg, a été nommé Commissaire-vérificateur.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le même jour à 14.00 heures, que la liquidation de la société, décidée en date du 7 novembre 2002, a été clôturée et que PARSFIN S.A. a définitivement cessé d'exister.

Quitus a été accordé au Liquidateur et au Commissaire-vérificateur. Les livres sociaux resteront déposés et conservés pour une période de cinq ans à l'ancien siège social de la société: 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Luxembourg, le 18 février 2003.

Pour PARSFIN S.A., Société Anonyme liquidée

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02672.– Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004233.4/1017/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered Office: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 70.971.

In the year two thousand two, on the twenty-third of December.
Before us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

There appeared for an extraordinary general meeting (hereafter the «Meeting») of the shareholders of the company COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l. (the «Company»), a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under the number B 70.971, incorporated by a deed of Maître Gérard Lecuit on 8th July, 1999, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C N° 778 of 20th October, 1999 which articles of association have been amended by a deed by the same notary on 22nd June, 2000, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C N° 30 of 17th January, 2001 and a deed of Maître Joseph Elvinger on 26th June, 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C N° 125 of 23rd July, 2001:

(1) COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P., a limited partnership organised under the laws of Bermuda, having its registered office at 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda,

hereby represented by Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France, by virtue of a proxy given in

(2) COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY INVESTORS, L.P., a limited partnership organised under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda,

hereby represented by Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France, by virtue of a proxy given in

(3) COMPASS PARTNERS 1999 FUND, L.P., a limited partnership organised under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda,

hereby represented by Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France, by virtue of a proxy given in

which proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the shareholders represented as stated above, hold together 1,000,000 (one million) shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five) each, representing the entirety of the share capital of the Company of EUR 25,000,000 (twenty-five million). The Meeting is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, the shareholders represented at the Meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by all the shareholders represented at the Meeting and the notary, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed with the registration authorities.

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices.

2. Increase of the share capital of the Company.

3. Subscription and payment to the share capital increase.

4. Amendment of Article 4 of the Articles of Association of the Company.

5. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority to any lawyer of BEGHIN & FEIDER en association avec ALLEN & OVERY, to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

6. Miscellaneous.

III. that the appearing parties have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by EUR 598,825 (five hundred ninety-eight thousand eight hundred and twenty-five) in order to bring the share capital from its present amount of EUR 25,000,000 (twenty-five million) represented by 1,000,000 (one million) shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five) each to EUR 25,598,825 (twenty-five million five hundred ninety-eight thousand eight hundred and twenty-five) and to issue 23,953 (twenty-three thousand nine hundred and fifty-three) new shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five) each and to accept their subscription and full payment as follows:

Subscription-Payment

COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P. («CPE»), prenamed, represented as stated here above declares to subscribe for the new shares as follows:

- 23,953 (twenty-three thousand nine hundred and fifty-three) shares;

All the shares have been fully paid-up by a contribution in kind consisting of 500 (five hundred) shares (the «Shares») of FRIDGE LUXEMBOURG, S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with Luxembourg Trade and Companies Registry under number B

71 630, having a nominal value of EUR 25 (twenty-five) each, representing 0.43 % of the share capital of FRIDGE LUX-EMBOURG, S.à r.l..

The Shares have been contributed in kind to the Company solely by CPE as payment of the newly issued shares of the Company and of the issue premium.

Such contribution in an aggregate amount of EUR 598,840.70 is to be allocated as follows:

- (i) an amount of EUR 598,825 to the nominal share capital account of the Company
- (ii) the balance of an amount of EUR 15,70 to the premium reserve account of the Company.

The valuation of the contribution in kind of the Shares to the Company is evidenced by a management report issued on 20th December, 2002 by a legal representative of CPE which shows that the net asset value of the Shares to the Company is worth at least equal to the value of the 23,953 shares of the Company issued to CPE in remuneration of the contribution of the Shares.

It results furthermore, in essence, from a certificate issued on 20th December, 2002 by the Board of managers of FRIDGE LUXEMBOURG, S.à r.l. that:

1. «CPE is the owner of the Shares having a nominal value of EUR 25 each, representing 0.43 % of the Company's total share capital;
2. such Shares are fully paid-up;
3. CPE is the entity solely entitled to the Shares and possessing the power to dispose of the Shares;
4. none of the Shares are encumbered with any pledge or usufruct, there exist no rights to acquire any pledge or usufruct on the Shares and none of the Shares are subject to any attachment;
5. there exist no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the Shares be transferred to him;
6. according to Luxembourg law and the articles of association of the Company, such Shares are freely transferable;
7. all formalities required in Luxembourg subsequent to the contribution in kind of the Shares will be effected upon receipt of a certified copy of the notarial deed documenting the said contribution in kind».

A copy of the above document, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be registered.

All the Shares are forthwith at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

As a result of the above, the Meeting resolves to record that the shareholdings in the Company are as follows:

- COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P.: 1,015,440 shares
- COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY INVESTORS, L.P.: 6,760 shares
- COMPASS PARTNERS 1999 FUND, L.P.: 1,753 shares

Third resolution

As a consequence of the second resolution, Article 4 of the Articles of Association of the Company is amended and will henceforth read as follows

«**Art. 4.** The Company's subscribed and fully paid share capital is set at EUR 25,598,825 (twenty-five million five hundred ninety-eight thousand and twenty-five) represented by 1,023,953 (one million twenty-three thousand nine hundred and fifty-three) shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) per share»

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and appoints any lawyer or employee of BEGHIN & FEIDER en association avec ALLEN & OVERY for such purpose.

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed are estimated to be approximately eight thousand five hundred euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le vingt-trois décembre.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu pour une assemblée générale extraordinaire (ci-après «l'Assemblée») les associés de la société COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au 398, route d'Esch, L - 1471 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 70.971, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit en date du 8 juillet 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C N° 778 du 20 octobre 1998; les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit en date du 22 juin 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C N° 30 du 17 janvier 2001 et suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger en date du 26 juin 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C N° 23 juillet 2001:

1. COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P., une société du droit des Bermudes, établie et ayant son siège social à 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, représentée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France, en vertu d'une procuration donnée à

2. COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY INVESTORS, L.P., une société constituée d'après les droits du Delaware, établie et ayant son siège social à 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, représentée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France, en vertu d'une procuration donnée à

3. COMPASS PARTNERS 1999 FUND, L.P., une société constituée d'après les droits de l'état du Delaware, établie et ayant son siège social à 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, représentée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France, en vertu d'une procuration donnée à

Les procurations, après avoir été signées ne varietur par les parties comparantes et le notaire soussigné resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec l'acte auprès des autorités compétentes.

Les parties comparantes, représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

I. que les associés représentés tel que décrit ci-dessus, détiennent ensemble 1.000.000 (un million) parts sociales ayant une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société s'élevant à 25.000.000,- euros (vingt-cinq millions). L'Assemblée est dès lors valablement constituée et peut délibérer sur les points portés à l'ordre du jour, tels que mentionnés ci-après, sans convocation préalable, les associés représentés à l'Assemblée ayant accepté de tenir l'Assemblée après examen de l'ordre du jour.

La liste de présence, signée par tous les associés représentés à l'Assemblée et par le notaire, restera annexée à la présente pour être soumise ensemble avec les procurations aux formalités d'enregistrement.

II. Que l'ordre du jour est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Augmentation du capital social de la Société.
3. Souscription et paiement de l'augmentation du capital.
4. Modification de l'article 4 des Statuts de la Société.
5. Modification du registre des actionnaires de la Société afin d'y intégrer la modification mentionnée ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tous avocats/employés de BEGHIN & FEIDER en association avec ALLEN & OVERY pour procéder, au nom de la Société, à l'enregistrement des actions nouvellement émises dans le registre des parts sociales de la Société.
6. Divers.

III. Que les parties comparantes ont passé les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social étant représentée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les associés représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 598.825,- euros (cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-cinq) afin de le porter de son montant actuel de 25.000.000,- euros (vingt-cinq millions d'euros), représenté par 1.000.000 (un million) de parts sociales ayant une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq euros) chacune à 25.598.825 euros (vingt-cinq millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-cinq euros) et d'émettre 23,953 (vingt-neuf mille neuf cent cinquante-trois) parts sociales ayant une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq) et d'accepter que les nouvelles parts sociales soient souscrites et libérées comme suit:

Souscription - Paiement

COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P. («CPE»), préqualifiée, représentée tel que décrit ci-avant, déclare vouloir souscrire les parts sociales nouvelles émises comme suit:

- 23,953 (vingt-trois mille neuf cent cinquante-trois) parts sociales

Les parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en nature consistant en 500 (cinq cents) parts sociales (les «Parts Sociales») de FRIDGE LUXEMBOURG, S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à 368, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 71.630, ayant une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq) chacune, représentant 0,43% du capital social de FRIDGE LUXEMBOURG, S.à r.l.

Les Parts Sociales ont été apportées en nature à la Société par CPE uniquement en paiement des parts sociales nouvellement émises et de la prime d'émission.

Cet apport en nature d'un montant total de 598.840,70 euros sera alloué comme suit:

- (i) un montant de 598.825,- euros au compte capital social de la Société
- (ii) le solde d'un montant de 15,70 euros au compte prime émission de la Société.

La valeur des Parts Sociales apportées en nature à la Société est certifiée par un rapport de gestion émis en date du 20 décembre 2002 par un représentant légal de CPE qui déclare que la valeur nette des Parts Sociales de la Société vaut au moins la valeur des 23,953 parts sociales de la Société souscrite par CPE en rémunération de l'apport des Parts Sociales.

Il résulte en outre d'un certificat émis en date du 20 décembre 2002 par le Conseil de gérance de FRIDGE LUXEMBOURG, S.à r.l. que:

1. «CPE est le propriétaire des Parts Sociales ayant une valeur nominale de 25.-euros chacune, représentant 0,43% du capital social de la Société;
2. ces Parts Sociales sont entièrement libérées;
3. CPE a le droit exclusif des Parts Sociales et a le droit de disposition des Parts Sociales;

4. aucune des Parts Sociales n'est grevée d'un gage, nantissement, pacte d'usufruit ou autre sûreté, il n'existe aucun droit permettant de se voir attribuer un gage ou un pacte d'usufruit sur les Parts Sociales et aucune des Parts Sociales ne fait l'objet d'une saisie;

5. il n'existe aucun droit de préemption ni aucun autre droit en vertu desquels une personne serait autorisée à demander qu'une ou plusieurs Parts Sociales lui soit transférées;

6. les Parts Sociales sont librement cessibles, en vertu du droit luxembourgeois et des statuts de la Société;

7. toutes les formalités requises au Luxembourg en relation avec l'apport en nature des Parts Sociales seront effectuées après réception d'une copie certifiée du présent acte.»

Une copie du certificat ci-dessus, après avoir été signée ne varietur par les représentants des parties comparantes et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrées ensemble avec l'acte.

Toutes les Parts Sociales seront dorénavant à la libre disposition de la Société.

Il résulte de ce qui précède que l'actionnariat de la Société se compose dorénavant comme suit:

- COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA) L.P.: 1.015.440 parts sociales
- COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY INVESTORS, L.P.: 6.760 parts sociales
- COMPASS PARTNERS 1999 FUND, L.P.: 1.753 parts sociales

Troisième résolution

En conséquence de la deuxième résolution, l'Article 4 des Statuts de la Société est modifié qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de 25.598.825 euros (vingt-cinq millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt-cinq), représentée par 1.023.953 (un million vingt-trois mille neuf cent cinquante-trois) de parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq) chacune.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre de associés de la Société afin d'y intégrer le changement mentionné ci-dessus et de nommer tout avocat ou employé de BEGHIN & FEIDER en association avec ALLEN & OVERY pour y procéder.

Frais

Le montant des frais relatifs au présent acte est estimé à environ huit mille cinq cents euros.

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes et en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Après lecture faite et interprétation données aux représentants des parties comparantes, lesdits représentants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Uhl, J. Elvinger

Enregistré à Luxembourg, le 30 décembre 2002, vol. 138S, fol. 6, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 janvier 2003.

J. Elvinger.

(004655.3/211/233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 70.971.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Elvinger.

(004658.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

PFH LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 51.500.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(004680.3/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

**REGGIO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme,
(anc. CONTRADA HOLDING S.A.).**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.
R. C. Luxembourg B 77.769.

L'an deux mille trois, le vingt-trois janvier.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding CONTRADA HOLDING S.A., ayant son siège social à L-1136 Luxembourg, 6-12, Place d'Armes, R.C. Luxembourg section B numéro 77.769, constituée suivant acte reçu le 31 août 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 136 du 22 février 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 1.000 (mille) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4. Objet.** La société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, par l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres par l'acquisition de brevets et licences; leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant avec ou sans garantie et en toutes monnaies, notamment, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

En outre, la société peut réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières.»

2. Modification de l'article 27 pour lui donner la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

3. Modification de la dénomination de la société en REGGIO INTERNATIONAL S.A.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4. Objet.** La société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, par l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et entre autres par l'acquisition de brevets et licences; leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet, en empruntant avec ou sans garantie et en toutes monnaies, notamment, par la voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées et de bons, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

En outre, la société peut réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 27 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en REGGIO INTERNATIONAL S.A. et de modifier par conséquent l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Il existe une société anonyme sous la dénomination de REGGIO INTERNATIONAL S.A.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, Notaire, la présente minute.

Signé: H. Janssen, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 janvier 2003, vol. 17CS, fol. 13, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2003.

J. Elvinger.

(004668.3/211/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

**REGGIO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme,
(anc. CONTRADA HOLDING S.A.).**

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.

R. C. Luxembourg B 77.769.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg en date du 28 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(004669.3/211/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 février 2003.

IMMOBINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 39.718.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 4 novembre 2002 que Monsieur Ménahem Eytan a été réélu au poste d'administrateur-délégué de la société.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Enregistré à Luxembourg, le 25 février 2003, réf. LSO-AB03855. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004098.4/677/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

DIRECT INVESTMENTS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 119, avenue Gaston Diderich.

R. C. Luxembourg B 74.958.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 20 février 2003, réf. LSO-AB/03096 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(004101.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

eFIN@NCE INTERNATIONAL, Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 76.043.

DISSOLUTION

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 30 janvier 2003 à 11.00 heures, Monsieur Joseph Treis, 57, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg, a été nommé Commissaire-vérificateur.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le même jour à 14.00 heures, que la liquidation de la société, décidée en date du 19 décembre 2002, a été clôturée et que eFIN@NCE INTERNATIONAL a définitivement cessé d'exister.

Quitus a été accordé au Liquidateur et au Commissaire-vérificateur. Les livres sociaux resteront déposés et conservés pour une période de cinq ans à l'ancien siège social de la société: 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg.

Luxembourg, le 18 février 2003.

Pour eFIN@NCE INTERNATIONAL, Société Anonyme en liquidation

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02670. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004239.4/1017/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

AGENCE A.A.Z. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2175 Luxembourg, 13, rue Alfred Musset.
R. C. Luxembourg B 33.871.

Extrait des délibérations du conseil d'administration tenu le 22 janvier 2003 à 12.00 heures

- Les administrateurs de la société ont pris connaissance de la démission de Monsieur Paul Rouard de son poste d'administrateur et ont nommé Madame Marie-France Duterme demeurant 70, rue de Luxembourg, B-6780 Messancy comme nouvelle administratrice.

Cette nomination sera entérinée lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Pour extrait sincère et conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 janvier 2003.

F. Sassel

Mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 18 février 2003, réf. LSOAB02069. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004113.3/664/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

EUROFLEX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Grevenmacher.

R. C. Luxembourg B 54.538.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 février 2003, réf. LSOAB01405 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2003.

Pour ordre

FIDUCIAIRE ALBERT SCHILTZ S.A.

Signature

(004127.3/549/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2003.

EURO LABO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R. C. Luxembourg B 82.780.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 février 2003, réf. LSO-AB00114, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

Il résulte d'une décision prise lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 juin 2001 que les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expirent lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2006.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 20 janvier 2003 décide à l'unanimité des voix la continuation de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(004193.3/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

LAZUR INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 90.336.

Extrait des Minutes de l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés

qui s'est tenue extraordinairement le 4 février 2003

A l'Assemblée Générale Ordinaire des Associés de LAZUR INVESTMENT, S.à r.l. (la «Société»), tenue extraordinairement il a été décidé comme suit:

- de nommer Mr. Szymon Ruta ayant son domicile au Ul. Wstepna 62, 26600 Radom, Pologne en qualité de Manager de la société et ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 4 février 2003.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A.

Manager

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 12 février 2003, réf. LSO-AB01222. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004284.3/710/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

LIBIDAMA INTERNATIONAL S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 20.717.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf. LSO-AB03330, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2003.

Signature.

(004252.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

LIBIDAMA INTERNATIONAL S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 20.717.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf. LSO-AB03327, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2003.

Signature.

(004254.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

LIBIDAMA INTERNATIONAL S.A. HOLDING, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 21, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 20.717.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale des actionnaires de la société du 14 mai 2002

Les mandats des administrateurs venant à expiration, l'assemblée décide de nommer comme administrateurs les personnes suivantes:

- M^{en} Pierre Thielen, avocat, né le 28 septembre 1947 à L-Ettelbruck demeurant professionnellement à Luxembourg, 21, rue de Nassau

- M^e Evelyne Korn, avocat, née le 19 août 1956 à F-Bouzonville, demeurant professionnellement à Luxembourg, 21, rue de Nassau

- Madame Liliane Lambert-Lorent, née le 20 mai 1954 à B-Charleroi, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 21, rue de Nassau

Le mandat du commissaire aux comptes venant à expiration, l'assemblée décide de nommer comme commissaire aux comptes, Mademoiselle Rachel Juraschek, née le 27 août 1980 à Luxembourg, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, 21, rue de Nassau.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à expiration lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes annuels de l'exercice 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 février 2003, réf. LSO-AB03322. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004256.4/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

KURHERR PATENT & FINANCE HOLDING S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 34.979.

—
Le siège social de la société, fixé jusqu'alors au 2, boulevard Royal, L-2953 Luxembourg, a été dénoncé avec effet au 3 février 2003.

Le Commissaire aux comptes Mme Myriam Spiroux-Jacoby s'est démis de ses fonctions le même jour.

Luxembourg, le 6 février 2003.

DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG

Société Anonyme

A. Pennacchio / R. De Giorgi

Attaché de Direction / Fondé de pouvoir principal

Enregistré à Luxembourg, le 19 février 2003, réf. LSO-AB02663. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004235.4/1017/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

INTO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2220 Findel, 672, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 32.903.

In the year two thousand two, on the thirtieth of December at 3 p.m.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of the Company, a «société anonyme», having its registered office at L-2220 Findel, 672 rue de Neudorf, Trade Register Luxembourg Section B number 32 903, incorporated by deed enacted on 30 January 1990, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 282 dated 16 August 1990;

The meeting is presided by Mrs Patricia Ferrante, lawyer, residing at 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France and

The meeting elects as scrutineer Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The chairman requests the notary to act that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, the 2000 (two thousand) shares, without nominal value, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiving the legal formalities and notice period related to the convening and holding of the general meeting;
2. Modification of the Company's purpose so that the Company will no longer be submitted to the Act of 31st July 1929 on Holding Companies and will be converted into a Soparfi;
3. Subsequent amendment of article 4 of the Articles of Association of the Company; and
4. Miscellaneous

After approval of the above statements and after having verified that the meeting was regularly constituted, the shareholders passed the following resolutions:

First resolution

The shareholders assert that they waived the legal formalities and notice period related to the convening and holding of the general meeting.

Second resolution

The meeting decides to amend the purpose of the Company so that the Company will no longer be submitted to the Act of 31st July 1929 on Holding Companies and will be converted into a Soparfi.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting decides to amend article 4 of the Articles of Association to read as follows:

Art. 4. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises; to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31st, 1929 on Holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

No other point being on the agenda, the Meeting is closed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille deux, le trente décembre à 15.00 heures.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société ayant son siège social à L-2220 Findel, 672 rue de Neudorf, enregistré au registre du commerce et des sociétés à Luxembourg numéro 32 903, constituée suivant acte reçu le 30 janvier 1990, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 282 en date du 16 août 1990.

L'assemblée est présidée par M^e Patricia Ferrante, juriste, demeurant au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II. Il ressort de la liste de présence que les 2000 (deux mille) actions sans valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités et délais relatifs à la convocation et à la tenue de l'assemblée générale;
2. Changement de l'objet social de la société de sorte que la société ne soit plus soumise à la loi du 31 juillet 1929 relative aux sociétés Holding et soit convertie en Soparfi;
3. Modification subséquente de l'article 4 des statuts; et
4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit:

Première résolution

Les actionnaires renoncent aux formalités et délais relatifs à la convocation et à la tenue de l'assemblée générale;

Seconde résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société de sorte que la société ne soit plus soumise à la loi du 31 juillet 1929 relative aux sociétés Holding et soit convertie en Soparfi;

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour leur donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** L'objet de la Société est de prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères; d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir toutefois bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holdings.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: R. Uhl, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2003, vol. 16CS, fol. 44, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 janvier 2003.

J. Elvinger.

(004312.3/211/113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

INTO INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Findel, 672, rue de Neudorf.

R. C. Luxembourg B 32.903.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 27 février 2003.

J. Elvinger.

(004313.4/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

R. C. Luxembourg B 25.459.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 16 janvier 2003

«L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes établis au 30 septembre 2003.

L'assemblée donne décharge à tous les administrateurs pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice écoulé.

L'assemblée décide à l'unanimité des voix de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Antoine Friling pour une durée de trois ans.

Son mandat viendra donc à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes clôturés au 30 septembre 2005.

L'assemblée générale décide de ratifier, sous réserve de l'agrément de la CSSF, la cooptation de Monsieur Alain Siaens en date du 6 septembre 2002 en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Jean-Jacques Degroof.

Le mandat de Monsieur Alain Siaens viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2005.»

Pour extrait conforme

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

G. De Bruyne

Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 25 février 2003, réf. LSO-AB03990. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004442.3/034/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.

ONAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 2, rue du Fort Dumoulin.

R. C. Luxembourg B 82.930.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme ONAR S.A. qui s'est tenue à Luxembourg en date du 7 janvier 2003 que:

1. La démission de Monsieur Panagiotis Pritsas, préqualifié, de son poste d'administrateur-délégué à la gestion journalière de la société est acceptée et pleine et entière décharge lui est donnée pour ses activités de gestion et d'administration jusqu'à ce jour.

2. La société accepte la démission de Madame Katja Vanthillo du poste d'administrateur de la société. Décharge pleine et entière lui est donnée pour l'exercice de son mandat.

3. Monsieur Andreas Lekatsas est nommé au poste du membre du conseil d'administration, en remplacement de Madame Katja Vanthillo démissionnaire.

4. Est nommé administrateur-délégué à la gestion journalière de la société jusqu'au terme du mandat de son prédécesseur, avec pouvoir d'engager par sa seule signature la société pour tous actes de gestion courante:

- Monsieur Andreas Lekatsas, demeurant à L-2541 Luxembourg, 5, rue Jean-Pierre Sauvage.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

ONAR S.A.

Signature

Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 14 février 2003, réf. LSO-AB01731. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(004453.3/000/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2003.